Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Lundi 10 mars 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°589 ■

CONSACRÉE
À L'EXAMEN DE DEUX
DOSSIERS IMPORTANTS

Tebboune préside une réunion du Conseil des ministres

P 16

SAHARA BLEND

Hausse de 31% des exportations en février

Les exportations de brut "Sahara Blend" de l'Algérie ont connu une nette hausse, atteignant environ 445 000 barils par jour en février 2025, soit une augmentation de 31 % par rapport au mois précédent. Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », cette performance marque une reprise importante après des exportations plus modestes en janvier, où les expéditions de brut léger et doux s'étaient limitées à 341 000 barils par jour, le plus bas niveau depuis novembre 2022. P 3



TAUX DE CHÔMAGE
EN ALGÉRIE

9,7% à fin 2024, selon l'ONS

La dernière étude sur le chômage remonte à 2019, et les derniers chiffres de l'Office national des statistiques (ONS) sur la question viennent d'être corrigés. Après avoir annoncé, il y a un peu plus d'une semaine un taux de chômage en Algérie de 12,7 % de la population active suivant une enquête menée en octobre 2024, l'Office national des statistiques (ONS) revoit sa copie à la baisse à 9,7% et apporte des corrections et des ajustements aux résultats de l'enquête. Le taux de chômage est du coup revu à la baisse.

P 2

SELON L'AGENCE
NATIONALE DES DÉCHETS

Le gaspillage alimentaire en baisse

L'Algérie semble amorcer un tournant majeur dans la gestion de ses déchets, un défi environnemental longtemps sous-estimé. Ces derniers mois, une diminution notable des quantités de déchets collectés a été observée, marquant un changement profond dans les habitudes de consommation des Algériens. Ce phénomène se traduit notamment par une réduction du gaspillage alimentaire, particulièrement pendant le mois de Ramadhan. Fatma Zohra Barça, directrice générale de l'Agence nationale des déchets (AND), a souligné l'importance de cette évolution.

P 5

JOURNÉE INTERNATIONALE
DES FEMMES

Le Premier ministre honore nombre de femmes algériennes créatives

Représentant le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a honoré, samedi soir à Alger, nombre de femmes algériennes créatives qui se sont distinguées dans plusieurs domaines. Lors d'une cérémonie organisée à l'occasion de la Journée internationale des femmes, sous le slogan «La femme algérienne : défis et victoire», le Premier ministre a honoré une élite de femmes créatives excellant dans des domaines scientifique, artistique et médiatique, ainsi que dans les métiers d'artisanat.

P 4

TRANSPORTS

Le ministre préside une réunion de coordination avec les directeurs centraux P 2

DÉVELOPPEMENT
DE LA CULTURE DE TOURNESOL

Les agriculteurs de Tlemcen sensibilisés P 5

EL TARF

10 tonnes de tilapia rouge pour alimenter les marchés du pays durant le Ramadhan P 6

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Six morts et 137 blessés en 24 heures

Six (6) personnes sont décédées et 137 autres ont été blessées dans des accidents de la route enregistrés durant les dernières 24 heures à travers le pays, selon un bilan rendu public dimanche par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset avec 4 morts et 7 blessés dans deux accidents distincts, le premier ayant causé 3 morts et 4 blessés, suite au renversement d'un véhicule, alors que le deuxième a fait un mort et 3 blessés, suite à une collision entre deux véhicules, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à 3 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et chauffe-eau dans les wilayas de M'sila et Béchar, note le communiqué. Les équipes de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 2 incendies dans les wilayas d'Alger et Batna, ajoute le communiqué, précisant que le premier incendie s'est déclaré dans quatre chalets dans la commune de Souidania (Alger), causant des brulures légères à une personne, alors que le deuxième s'est produit dans un poulailler vide dans la daïra de Seggana (Batna) où aucune victime n'a été déplorée.

TAUX DE CHÔMAGE EN ALGÉRIE

9,7% à fin 2024, selon l'ONS

La dernière étude sur le chômage remonte à 2019, et les derniers chiffres de l'Office national des statistiques (ONS) sur la question viennent d'être corrigés. Après avoir annoncé, il y a un peu plus d'une semaine un taux de chômage en Algérie de 12,7 % de la population active suivant une enquête menée en octobre 2024, l'Office national des statistiques (ONS) revoit sa copie à la baisse à 9,7% et apporte des corrections et des ajustements aux résultats de l'enquête. Le taux de chômage est du coup revu à la baisse.

Par Réda Hadi

Par le biais d'un communiqué de presse, l'ONS a corrigé ses résultats préliminaires relatifs à l'enquête «Activité, emploi et chômage. Octobre 2024», en apportant des explications quant à cette revue à la baisse du taux de chômage pour l'année 2024. L'ONS a apporté des explications dans un communiqué mis en ligne sur son site Internet samedi 8 mars.

Il y est indiqué que des « ajustements sont nécessaires pour ajuster les données recueillies« dans l'enquête sur l'emploi en octobre dernier. Ces données concernent d'abord l'emploi informel, les réponses pouvant être considérées de circonstance apportées à certaines questions de l'enquête». Au moment de l'enquête, explique l'ONS, il y a eu un effectif cumulé de 337.000 réponses de personnes réparties en deux catégories : soit elles exercent une activité informelle mais déclarent chercher un emploi, soit elles n'ont jamais exercé une activité et déclarent chercher un emploi. «Dans ces deux cas, et même si l'objectif premier demeure le maintien du bénéfice de l'allocation chômage, la proposition d'un emploi serait favorablement accueillie», indique l'ONS.

En clair dans ces deux cas, et même si l'objectif premier demeure le maintien du bénéfice de l'allocation chômage, la proposition d'un emploi serait favorablement accueillie. Le nombre d'emplois créés durant le dernier trimestre qui avoisine 70 000 postes». De ces explications, l'ONS déduit que «les vérifications préliminaires concernent une population cumulée de 337 000 personnes autour des trois ajustements nécessaires qui impactent les données statistiques relatives à l'emploi».

Et de conclure qu'après «les vérifications et ajustements apportés», le taux de chômage atteint 9,7% à la fin de l'année 2024. Par ailleurs, l'ONS, pour qui la production régulière de ce type d'enquête fournit les informations nécessaires permettant de vérifier et d'ajuster les politiques publiques et de mesurer les progrès réalisés en matière de création d'emplois, notamment en faveur des jeunes, souligne que les résultats préliminaires de l'enquête qui seront appelés à être consolidés lors de la prochaine enquête de l'année 2025 montrent une «importante» création d'emplois, dont l'ONS cite le chiffre de 450 000 emplois.

Par ailleurs, l'ONS n'a pas omis de rappeler que tout un ensemble de réformes a été initié par les pouvoirs publics dans les domaines économique et social et a permis à l'Algérie «d'améliorer» la plupart de ses indicateurs macroéconomiques, financiers, sociaux et de développement humain, et ce, «dès 2019».

Des efforts importants ont été consentis, indique l'ONS, par l'Etat en matière de résilience, de relance de l'économie et d'un ensemble de mesures prises à l'endroit de la population, notamment : le maintien du niveau des subventions, l'augmentation des revenus des travailleurs et des pensions de retraite, l'amélioration et la sauvegarde du pouvoir d'achat du citoyen ainsi que la mise en place d'un dispositif novateur unique dans la région qu'est l'allocation chômage en faveur des demandeurs d'emploi.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Mise en avant du rôle des femmes dans la promotion du secteur

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a mis en avant, dimanche à Alger, le rôle central des femmes dans la promotion du secteur et de l'économie nationale en général, soulignant son engagement à les soutenir et à les accompagner. Lors d'une cérémonie organisée au siège du ministère en l'honneur des travailleuses du secteur à l'occasion de la Journée internationale des femmes (8 mars), M. Kouidri a mis en avant "le rôle central des femmes dans la promotion de l'industrie pharmaceutique et de l'économie nationale en général", saluant leurs "contributions actives à la dynamique du développement et du progrès". A cette occasion, le ministre a souligné son "engagement constant à autonomiser les femmes et à leur garantir toutes les opportunités leur permettant de contribuer activement à l'édification du pays", rappelant leur rôle crucial dans "la construction des sociétés, l'édification des civilisations et l'éducation des générations".

TRANSPORTS

Le ministre préside une réunion de coordination avec les directeurs centraux

Le ministre des Transports, M. Saïd Sayoud, a présidé samedi à Alger, une réunion de coordination avec les directeurs centraux du secteur, et nombre de dirigeants de groupes et d'entreprises sous tutelle, indique un communiqué du ministère. Cette réunion, qui s'est déroulée au siège du ministère, a été consacrée à l'examen de plusieurs dossiers liés aux modes de transport terrestre, maritime et aérien, notamment «l'approvisionnement des régions du Sud en carburant, en coordination avec les Groupes Logitrans et Naftal.

Il a été également question de l'état d'avancement des travaux de rénovation des téléphériques d'Annaba, d'Alger et de Constantine, en vue de les livrer dans les délais impartis», selon le communiqué.

Les résultats des visites inopinées effectuées dans six (6) ports commerciaux ont également été à l'ordre du jour de la réunion, notamment pour s'enquérir du respect de l'application du système de travail en continu (24/24h), ajoute le communiqué.

La réunion a également porté sur la mise en place d'un programme spécial dédié au suivi de l'avancement et à l'accélération du rythme des travaux de maintenance des navires, outre l'organisation des vols pour le hadj par les compagnies nationales, selon la même source.

A cette occasion, M. Sayoud a rappelé l'impératif de relever le défi, en veillant à la mise en œuvre des instructions ministérielles en vue d'atteindre les objectifs fixés, issus des recommandations des hautes autorités du pays.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SAHARA BLEND

Hausse de 31% des exportations en février

Les exportations de brut "Sahara Blend" de l'Algérie ont connu une nette hausse, atteignant environ 445 000 barils par jour en février 2025, soit une augmentation de 31 % par rapport au mois précédent. Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », cette performance marque une reprise importante après des exportations plus modestes en janvier, où les expéditions de brut léger et doux s'étaient limitées à 341 000 barils par jour, le plus bas niveau depuis novembre 2022.

Par M. A.

Cette reprise des exportations algériennes s'inscrit dans une tendance plus large, puisque les exportations totales de pétrole brut et de ses dérivés en 2024 ont augmenté de 7 % par rapport à l'année précédente, atteignant une moyenne de 778 000 barils par jour, contre 729 000 barils par jour en 2023. Cette dynamique témoigne de la résilience du secteur pétrolier algérien malgré les fluctuations du marché mondial. De plus, les exportations de brut ont représenté plus de la moitié des expéditions maritimes totales, avec une moyenne de 410 000 barils par jour, contre 368 000 barils pour les produits dérivés.
La plateforme « Attaqa.net » a également révélé les principaux pays importateurs de pétrole algérien en 2024. La Corée du Sud a été le premier importateur de brut algérien, avec environ 120 000 barils par jour, suivie de la France avec environ 103 000 barils par jour. En février 2024, les exportations ont montré une orientation géographique différente, marquée par une hausse notable des expéditions vers l'Europe et l'Asie, tandis que celles vers les Amériques ont diminué.
L'Algérie a expédié 348 000 barils par jour de brut vers l'Europe du Nord-Ouest et le bassin Méditerranéen, enregistrant ainsi une augmentation de 26 % par rapport au mois précédent. La France a capté un tiers de ces exportations, avec 111 000 barils par jour, une hausse notable par rapport aux 20 000 barils par jour expédiés en janvier.
Cette augmentation est en partie due à la réduction des travaux de maintenance dans les raffineries françaises.

Diversification des destinations

De plus, l'Algérie a également diversifié ses destinations, notamment avec une expédition rare de pétrole vers l'Irlande. Cette expédition, selon les données d'Argus Media, marque un tournant, car il s'agit de la première fois depuis juin 2018 que l'Algérie envoie du pétrole vers l'Irlande.
L'expédition vers l'Irlande suscite un grand intérêt. Bien que les détails précis concernant le volume de la cargaison restent flous, sa rareté la rend particulièrement significative. En effet, l'Irlande n'est généralement pas un importateur majeur de pétrole algérien, ce qui soulève des interrogations sur les raisons de cette expédition. Ce transfert s'inscrit dans un contexte global où les exportations algériennes reprennent de la vigueur après un mois de janvier difficile, durant lequel les chiffres avaient atteint un point bas.En parallèle de cette expédition rare, les prévisions pour mars 2025 sont prometteuses, avec une cargaison d'un million de barils de "Sahara Blend" prévue pour être expédiée vers l'une des plus grandes raffineries d'Afrique. Cette expédition, d'une ampleur impressionnante, devrait marquer les esprits et renforcer la position de l'Algérie sur le marché mondial du pétrole.
L'Algérie continue d'afficher des résultats solides en matière d'exportations de pétrole, en particulier vers des marchés clés tels que la Corée du Sud, la France et plusieurs pays asiatiques. Cette dynamique, caractérisée par une diversification des destinations d'exportation et une gestion efficace des ressources pétrolières, positionne l'Algérie comme un acteur majeur sur le marché mondial de l'énergie. La reprise des exportations après une période difficile en janvier, couplée avec des expéditions inhabituelles comme celle vers l'Irlande, montre la flexibilité et la résilience du secteur pétrolier algérien. Alors que le marché pétrolier mondial est en constante évolution, l'Algérie semble bien placée pour jouer un rôle de plus en plus central, grâce à ses exportations diversifiées et à l'augmentation continue des volumes expédiés. L'expédition vers l'Irlande, bien qu'exceptionnelle, pourrait bien signaler un changement dans la géographie des exportations algériennes, marquant une ouverture vers de nouveaux marchés, notamment européens.

UNIVERSITÉ D'ORAN 2 –ASAL

Signature d'un accord de coopération

Un accord de coopération a été signé, récemment, entre l'Université d'Oran 2 Mohamed-Benahmed et le Centre des techniques spatiales, relevant de l'Agence spatiale algérienne (ASAL), afin de renforcer la coopération entre les deux établissements, notamment en ce qui concerne les programmes de formation, a-t-on appris, dimanche, de cet établissement universitaire.
Cet accord, signé à la fin de la semaine dernière par le Recteur de l'université d'Oran 2, Pr. Ahmed Chaâlal, et le Directeur du centre des techniques spatiales, Pr. Mahi Habib, vise à renforcer la coopération entre les deux institutions, en mettant en place des programmes coordonnés dans les domaines de l'enseignement, de la recherche et de la formation, en tenant compte des priorités et des domaines d'intérêt commun, notamment à travers la création d'un Master en "intelligence territoriale" à la faculté des sciences de la terre et de l'univers. Les deux institutions s'engagent également à définir les axes stratégiques relatifs à la formation fondamentale et continue, à la recherche et à la formation au niveau doctoral, tout en développant des projets communs, selon la même source. Cette coopération contribuera à "la création d'équipes de recherche communes, à l'adoption de mécanismes de co-encadrement pour les doctorants, ainsi qu'à l'organisation commune d'événements scientifiques et de séminaires entre autres", a-t-on expliqué. Cette collaboration représente "une étape importante vers le renforcement de l'intégration entre le domaine académique et le secteur spatial, ce qui contribuera au développement de la recherche scientifique et technologique dans le pays", selon la même source.

DESTINÉ AUX JEUNES PROFESSIONNELS DES PAYS MEMBRES

L'OPEP propose un programme de formation

Pour le compte de son programme de jeunes professionnels, l'OPEP souhaite former et accompagner des travailleurs en début de carrière afin de les aider à se développer à l'international.
L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), à travers son fonds pour le développement international, a lancé un appel à candidatures pour un programme de formation destiné aux jeunes professionnels de ses pays membres.
Les candidats doivent être âgés de 30 ans ou moins, être titulaires au moins d'un master, avoir un minimum de 3 ans d'expérience professionnelle et une bonne connaissance de la langue anglaise. La maîtrise d'une ou plusieurs langues étrangères est souhaitable. En outre, ils doivent être spécialisés dans un domaine pertinent pour les opérations du Fonds OPEP, comme l'ingénierie, l'économie, la finance, l'administration des affaires, les technologies de l'information, le droit, les ressources humaines, ou toute autre discipline pertinente.
Ce programme de deux ans est conçu pour permettre aux participants d'acquérir des compétences et des connaissances sur les principaux domaines d'intervention et les sujets prioritaires de l'organisation. L'objectif est de les préparer à une carrière dans le développement mondial à travers une expérience sur le terrain, ainsi qu'un large éventail d'opportunités d'apprentissage, de mentorat et de développement.
Au terme du programme, les participants pourront prétendre à une réinsertion professionnelle au sein du système de l'OPEP. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 2 avril.

Agence

CONSACRÉE À L'EXAMEN DE DEUX DOSSIERS IMPORTANTS

Tebboune préside une réunion du Conseil des ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés concernant plusieurs secteurs, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés, notamment sur l'état d'avancement de la réalisation du tronçon de la ligne ferroviaire (Gara Djebilet-Béchar) et les études préliminaires des projets ferroviaires (Laghouat-Tamanrasset) et (El Meniaa-Timimoun-Adrar), ainsi qu'à l'examen de la possibilité d'importation de bétail en prévision de l'Aïd El-Adha", lit-on dans le communiqué.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

Meziane préside une cérémonie en l'honneur des travailleuses du ministère

Le ministre de la Communication, Mohamed Meziane, a présidé, dimanche à Alger, une cérémonie en l'honneur des travailleuses et cadres du ministère de la Communication, à l'occasion de la Journée internationale des femmes (8 mars), indique un communiqué du ministère. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Meziane a "adressé ses vœux aux femmes travaillant au ministère, leur souhaitant de continuer à se distinguer", précise le communiqué. Le ministre a, par là même, souligné "le souci constant de promouvoir la place de la femme dans tous les organismes et établissements relevant du ministère de la Communication". M. Meziane a en outre affirmé que "tout est mis en œuvre pour créer les conditions permettant au personnel féminin d'occuper les rangs les plus élevés et les responsabilités les plus éminentes au sein de ce département ministériel", conclut la même source.

DEFIS ENVIRONNEMENTAUX EN ALGERIE

Holcim El-Djazaïr met les journalistes à l'honneur !

Holcim El-Djazaïr, acteur majeur engagé dans la préservation de l'environnement et le développement durable, annonce le lancement de la première édition du Concours du Meilleur Reportage Environnemental. Placé sous le thème « Voix de l'Environnement », ce concours a pour ambition de récompenser les journalistes algériens dont les reportages, qu'ils soient radiophoniques, télévisuels ou écrits, mettent en lumière les défis environnementaux et les initiatives innovantes pour un avenir plus durable.
Dans un contexte où les enjeux écologiques occupent une place prépondérante dans les débats publics, Holcim El-Djazaïr entend encourager les médias à jouer un rôle essentiel dans la sensibilisation du grand public. Ce concours poursuit trois objectifs majeurs : « Valoriser le travail des journalistes engagés sur les questions environnementales ; Encourager les initiatives locales et les solutions innovantes en faveur de l'environnement et soutenir les médias dans leur mission d'acteurs du changement pour un développement durable ». Les participants pourront explorer divers sujets liés à l'environnement en Algérie, notamment : « La transition énergétique et les alternatives durables ; la gestion des déchets et leur transformation en ressources ; la préservation de la biodiversité et la gouvernance forestière ; l'innovation dans les matériaux de construction écologiques et l'impact des nouvelles régulations carbone sur la production nationale et les exportations ».
Deux grandes catégories de prix seront décernées : « Grand Prix Voix de l'Environnement : réservé aux journalistes confirmés des médias nationaux ; Prix Espoir Écologique : destiné aux jeunes journalistes de moins de 30 ans».
Chaque catégorie récompensera un lauréat pour chacun des formats suivants : radio, télévision et presse écrite, portant le total à six gagnants. Les récompenses s'élèvent jusqu'à 1 000 000 DZD par lauréat. Le concours est ouvert à tous les journalistes professionnels de nationalité algérienne, titulaires d'une carte de presse valide ou d'une attestation d'emploi. Les reportages, originaux, doivent avoir été diffusés ou publiés entre le 1er mars 2025 et le 31 juillet 2025, et respecter les normes d'éthique et de déontologie journalistiques. Les candidatures, acceptées en arabe, amazigh, français ou anglais, doivent être soumises avant le 10 août 2025 à 17h00.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

Le Premier ministre honore nombre de femmes algériennes créatives

Représentant le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a honoré, samedi soir à Alger, nombre de femmes algériennes créatives qui se sont distinguées dans plusieurs domaines. Lors d'une cérémonie organisée à l'occasion de la Journée internationale des femmes, sous le slogan «La femme algérienne : défis et victoire», le Premier ministre a honoré une élite de femmes créatives excellant dans des domaines scientifique, artistique et médiatique, ainsi que dans les métiers d'artisanat. A cet effet, des attestations signées par le président de la République leur ont été attribuées. Parmi les femmes honorées, figurent le Général-major, Messaouda Boulanouar, directrice générale de l'Institut national des hautes études de la sécurité (INHES) et Mme Khadidja Mokeddem, récipiendaire du prix d'excellence de la Ligue arabe dans le domaine du développement communautaire (édition 2024), et qui occupe le poste de directrice de la recherche au Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) depuis 2021. Ont également été honorées la journaliste Nadia Kerraz, qui a occupé d'importants postes dans plusieurs journaux nationaux, ainsi que Mme Messaouda Haoula, artisane spécialisée dans le tissage de tapis, originaire de la commune de Babar (wilaya de Khenchela).
A cette occasion, l'étudiante lauréate Nesrine Bouzid de l'Ecole nationale supérieure d'intelligence artificielle a été distinguée, ainsi que Mme Dalila Ourfali, excellant dans le domaine du patrimoine culturel et Mme Rim Gasmi, enseignante au Centre universitaire d'Illizi et lauréate du Prix international de la technologie aux Etats-Unis. Il s'agit en outre de Samira Guettouche, spécialiste du tissage et de la couture de vêtements traditionnels ayant participé à de nombreuses expositions internationales, de la comédienne Atika Toubal et de Khadidja Bousbiaat, qui s'est distinguée dans l'arboriculture fruitière, ainsi que de Sabrina Mokrani, fondatrice d'une école privée pionnière en formation dans le domaine de la communication institutionnelle, créée dans le cadre de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA).

ALGER

Le CHU Mustapha Pacha se dote de nouveaux services médicaux

Le Centre hospitalo-universitaire (CHU) Mustapha Pacha à Alger s'est vu renforcé par de nouveaux services médicaux, inaugurés et mis en service, samedi, par le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi. Lors de sa visite au CHU, qui a été l'occasion de suivre le déroulement des activités et de s'enquérir des prestations et services médicaux prodigués au sein de l'hôpital, le ministre a procédé à l'inauguration du Service d'imagerie médicale et de radiologie après sa rénovation complète et son équipement en matériel moderne fonctionnant grâce à l'intelligence artificielle.
Ce Service dispose désormais, entre autres, de trois scanners, d'un appareil de radiographie, de trois échographes et de deux appareils d'imagerie par résonance magnétique (IRM). M. Saihi a également inauguré l'Unité d'endoscopie du service de pneumologie, dotée d'équipements médicaux modernes, ainsi que le Service de gynécologie-obstétrique, qui a bénéficié de l'aménagement de toutes ses unités. Il a, en outre, inauguré le Service des urgences chirurgicales, rénové et doté d'équipements de pointe numériques, afin d'améliorer la prise en charge des patients.
A cette occasion, le ministre a souligné que ces réalisations constituent "un bond qualitatif" en matière de développement de la formation médicale, mettant en avant les efforts de l'Etat pour améliorer le niveau des prestations sanitaires et assurer une prise en charge optimale des patients, en allouant les enveloppes et les affectations financières nécessaires à cet effet.
Les efforts de l'Etat visant à garantir une meilleure prise en charge des patients concernent l'ensemble des établissements de santé à travers le territoire national, en les dotant "des équipements médicaux nécessaires, conformes aux avancées scientifiques et technologiques mondiales", a assuré le ministre.

ORAN

Distribution quotidienne d'eau attendue dans les prochains jours

Le ministre de l'Hydraulique Taha Darbal, qui a effectué samedi une visite dans la wilaya d'Oran pour évaluer l'état de la distribution de l'eau dans la région, a assuré que l'approvisionnement en eau potable passera à une distribution quotidienne dans les jours à venir. M. Derbal a déclaré que sa visite visait à observer de près l'état du service public de l'eau, en particulier la distribution de l'eau potable, d'autant plus que la wilaya a récemment bénéficié d'une usine de dessalement de l'eau de mer d'une capacité de 300.000 m³ par jour.
Il a rappelé qu'"il est essentiel de vérifier l'état de l'approvisionnement en eau potable afin d'assurer que les effets positifs de ce projet (station de Cap Blanc) soient pleinement réalisés, et de s'assurer de la satisfaction des citoyens bénéficiaires de ces grands projets d'infrastructure, conformément aux recommandations de Monsieur le président de la République visant à éradiquer complètement les fluctuations dans l'approvisionnement en eau potable".

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,37	-1,10	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	4,13	8,27	7,53	7,17	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 237,00	NC	0,00	-0,88	-1,77	11,77	5,59	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-1,58	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,11	-8,85	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 05 مارس 2025 الموافق لـ 05 رمضان 1446
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 05 Mars 2025 (05 Ramadan 1446)

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	86	100	72	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	93	108	78	الطماطم	
	Oignon sec	51	58	44	البصل الجاف	
	Ail sec	692	788	597	الثوم الجاف	
	Carotte	70	79	60	الجزر	
	Navet	79	88	70	لفت	
	Choux fleur	64	73	54	قرنبيط	
	Choux	83	93	73	الكرنب	
	Courgette	120	133	108	الكوسة	
	Haricot vert	450	478	422	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	103	114	92	الخس	
Fruits frais	Orange	100	130	70	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	459	566	352	التفاح المحلي	
	Datte	538	666	411	التمر	
	Banane	577	595	560	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1754	1893	1616	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	391	404	379	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)	

SELON L'AGENCE NATIONALE DES DÉCHETS

Le gaspillage alimentaire en baisse

L'Algérie semble amorcer un tournant majeur dans la gestion de ses déchets, un défi environnemental longtemps sous-estimé. Ces derniers mois, une diminution notable des quantités de déchets collectés a été observée, marquant un changement profond dans les habitudes de consommation des Algériens. Ce phénomène se traduit notamment par une réduction du gaspillage alimentaire, particulièrement pendant le mois de Ramadhan. Fatma Zohra Barça, directrice générale de l'Agence nationale des déchets (AND), a souligné l'importance de cette évolution.

Par Mourad A.

Intervenant sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale, Mme Barça a mis en évidence la baisse visible des amas de déchets et la diminution du gaspillage alimentaire, à l'image du pain, qui, par le passé, était fréquemment jeté dans les rues. "Nous observons une tendance à la baisse des quantités de déchets. Par rapport aux années précédentes, nous constatons sur le terrain que les déchets ne s'accumulent plus et que le pain n'est plus systématiquement gaspillé ou jeté dans les rues", a-t-elle expliqué.Un facteur clé de ce recul serait l'adoption croissante des écogestes par les citoyens, tels que l'utilisation de listes d'achats pour mieux maîtriser leur consommation. "Nous revenons vers des pratiques écoresponsables, ce qui nous permet d'affirmer que nous assistons à une stabilisation, voire à une diminution des quantités de déchets",a-t-elle déclaré. Elle a également souligné le rôle primordial des campagnes de sensibilisation menées ces dernières années, précisant que plusieurs acteurs, à travers tous les secteurs, ont contribué à cette dynamique.

En outre, Mme Barça a mis en avant les efforts de digitalisation de l'AND, avec la mise en place du Système national d'information sur les déchets. Ce système permet de collecter des données mensuelles précises sur la production et la gestion des déchets. "Nous disposons désormais d'une plateforme numérique qui nous permet de suivre régulièrement les quantités de déchets, bien que l'analyse se fasse sur une base mensuelle et non hebdomadaire", a-t-elle précisé.Elle a également expliqué que, bien qu'une augmentation continue des déchets ait été observée entre 2019 et 2022, avec des hausses annuelles pouvant atteindre 10 %, l'année 2023 a marqué un tournant avec une stabilisation des volumes. "Nous attendons les chiffres du mois de mars pour confirmer si cette tendance baissière se confirme", a-t-elle ajouté. Par ailleurs, des sondages menés avant le Ramadhan ont révélé que les citoyens algériens adoptent de plus en plus des gestes écoresponsables, comme l'utilisation du couffin et des listes d'achats. "Les premiers constats montrent une réduction des quantités de déchets. Nous observons moins de pain gaspillé dans les rues, ce qui témoigne d'une prise de conscience collective", a-t-elle expliqué.

Concernant le gaspillage alimentaire, elle a rappelé que les études menées par l'AND en 2020 et 2022 avaient démontré que la proportion de nourriture gaspillée était bien inférieure aux estimations initiales de 30 à 50 %. "Le gaspillage alimentaire existe, mais il est beaucoup moins important que ce que l'on pensait. De plus, dans certaines régions steppiques et sahariennes, les déchets alimentaires sont valorisés comme nourriture pour les animaux", a-t-elle précisé.

Enfin, Mme Barça a présenté les initiatives lancées par l'AND pour encourager des pratiques écoresponsables, comme un concours anti-gaspillage invitant les citoyens à partager des recettes utilisant des restes alimentaires. "Cette année encore, nous avons reçu des propositions de plats revisitant des aliments non consommés, ce qui montre l'intérêt croissant des Algériens pour la réduction du gaspillage", a-t-elle conclu. Cette tendance positive révèle un changement progressif des comportements des Algériens face au gaspillage alimentaire et à la gestion des déchets, ouvrant ainsi la voie à des pratiques plus durables et responsables.

ORAN

15 points de vente directe de poissons pendant le Ramadhan

Par R. E.

Pas moins de 15 points de vente directe de poissons producteur-consommateur ont été ouverts à travers la wilaya d'Oran, au cours de ce mois de Ramadhan, a-t-on appris auprès du directeur local de la pêche et de l'aquaculture, Menouar Maghni Sandid. Nous avons ouverts trois points de vente en partenariat avec l'ONAB (Office national des aliments du Bétail), l'EMEC (Entreprise des manifestations économiques et commerciales) et l'EHU d'Oran, a indiqué M. Maghni Sandid, ajoutant que le point de l'EHU d'Oran a été ouvert à titre exceptionnel à des prix imbatables destinés a l'ensemble du personnel . Les autres points sont ouverts dans des artères commerçantes comme la rue des Aures (ex-bastille) ou dans les marchés situés dans des quartiers populaires comme El Hamri, Belgaïd, Aïn El-Turck et El Yasmine, l'objectif étant de proposer du poisson aux consommateurs à des prix raisonnables, a-t-il précisé. Cette initiative, lancée il y a quelques années, est devenue une tradition qui revient tous les mois de Ramadhan, a souligné le même responsable, ajoutant que certains poissons, dont la commercialisation était toute timide au départ, comme le tilapia rouge, commencent à avoir une base de consommateurs qui s'élargit au fil des années. Ces points de vente proposent principalement des produits issus de l'aquaculture, notamment le tilapia, qui est un poisson d'eau douce, et la dorade royale, élevée dans des cages flottantes en mer. "Le tilapia rouge est proposé à 600 DA le kilo et la dorade royale à 1.200 DA ", a-t-il précisé, ajoutant que les produits issus de la pêche sont proposés selon la disponibilité.

BECHAR

L'ADE se dote d'un laboratoire mobile pour les analyses des eaux

La direction de l'Algérienne des eaux (ADE) de Bechar vient de se doter d'un véhicule laboratoire-mobile pour la réalisation des analyses des eaux et des recherches spécifiques dans le domaine hydrique à travers les localités ou zones éloignées, a-t-on appris dimanche auprès de l'entreprise.

Ce laboratoire, mis à disposition par la direction-générale de l'ADE, peut, grâce à ses équipements ultramodernes, effectuer en temps réel les opérations d'analyses de la qualité des eaux, surtout celles destinées à l'alimentation en eau potable des populations (AEP), dans les zones rurales ou éparses de la wilaya, a précisé le responsable du département laboratoire de l'ADE-Bechar, Zoheir Guellati.

Offrant toutes les commodités d'analyses et de recherches comme un laboratoire fixe, il va aussi faciliter les missions d'analyses des eaux destinées aux chantiers de construction ou dans des sites industriels situées en endroits reculés, a-t-il ajouté.

Auparavant, les échantillons des eaux de ces zones éloignées étaient acheminés jusqu'au laboratoire principal pour analyses, a fait savoir la même source.

DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE DE TOURNESOL

Les agriculteurs de Tlemcen sensibilisés

Par M A.

Une journée de sensibilisation sur le programme national de culture du tournesol a été organisée, dimanche au Palais de la culture Abdelkrim-Dali de Tlemcen, au profit des agriculteurs. La directrice des services agricoles de la wilaya, Karima Omrani, a indiqué que cette initiative vise à attirer un grand nombre d'agriculteurs pour les inciter à s'engager dans le développement des cultures oléagineuses et à les informer des avantages et des facilités dont ils peuvent bénéficier, en adéquation avec les objectifs fixés par le ministère en charge pour assurer la sécurité alimentaire et réduire la facture des importations d'huiles.

Elle a précisé que cette journée de sensibilisation a porté sur des explications pour les agriculteurs sur le processus technique de cette culture et les informer des types de soutien fournis par l'Etat, qui peuvent atteindre jusqu'à 3.000 DA le quintal pour les agriculteurs et les opérateurs économiques, et jusqu'à 3.500 DA par quintal pour les coopératives agricoles. Mme Omrani a également souligné que la wilaya de Tlemcen a déjà expérimenté la culture de 20 hectares de colza, produisant 200 quintaux de graines de colza, et que l'objectif de la culture du tournesol était de viser une superficie de 100 hectares. L'ingénieur agronome spécialisé dans les cultures stratégiques et directeur de la société "Vitobiochem", Ahmed Merdoukh Yassine, a abordé le processus technique du succès de la culture du tournesol et les mécanismes de soutien destinés aux agriculteurs.

Ce spécialiste a rappelé que ces journées de sensibilisation ont touché plusieurs wilayas du pays et ont rencontré une grande réceptivité de la part des agriculteurs désireux d'entreprendre cette expérience. Il a ajouté que l'objectif de cette culture est de produire une huile de haute qualité destinée à la consommation, précédée d'un processus de préparation des graines par la société concernée, passant de l'état brut à celui nécessaire aux techniques de production d'huile. En marge de cette journée de sensibilisation, des accords ont été signés entre des agriculteurs et la société "Vitobiochem", spécialisée dans la production de cultures stratégiques telles que le tournesol et le maïs, en vue de l'acquisition des semences et des engrais spécifiques à cette culture.

EL TARF

10 tonnes de tilapia rouge pour alimenter les marchés du pays durant le Ramadhan

Dix tonnes de tilapia rouge produites dans la wilaya d'El Tarf ont été réservées pour l'approvisionnement des marchés du pays durant le Ramadhan dans le cadre des efforts visant à assurer la disponibilité des produits de la mer à des prix raisonnables, a indiqué samedi le directeur local de la pêche et de l'aquaculture.
Entre 1 et 3 tonnes de tilapia ont été réservé au marché local et le reste a été dirigé vers le renforcement de l'approvisionnement des autres marchés à l'échelle nationale pour répondre à l'accroissement de la demande en ce mois, a précisé à l'APS M. Zouaoui Laiche Amar.
Le marché local sera également approvisionné par deux tonnes de dorade pour mettre à la disposition du consommateur ce poisson très apprécié durant le Ramadhan à des prix abordables, selon la même source.
Selon le même cadre, le travail est en cours actuellement pour arrêter, en coordination avec les pêcheurs, un programme d'approvisionnement de 25 pêcheries en poissons divers, de sorte à augmenter la production locale et assurer l'équilibre du marché.
Trente pour cent (30 %) des produits quotidiens et mensuels de la pêche sont commercialisés au niveau des pêcheries locales d'une manière à consolider l'approvisionnement du marché et la stabilisation des prix, a ajouté le même responsable qui a fait état de l'ouverture de trois points fixes de vente de poissons et un autre mobile pour faciliter l'accès des citoyens à ces produits à travers la wilaya.
La wilaya d'El Tarf compte parmi les régions leaders dans l'ensemencement de poissons qui contribue annuellement à approvisionner le marché national en quantités considérables de produits de la pêche, rappelle-t-on.

TIZI-OUZOU

Lancement de première session de formation de dégustateurs d'huile d'olive

L'Institut technologique spécialisé de formation en agriculture de montagne (ITSFAM) de Tizi-Ouzou a lancé la première session de formation de dégustateurs d'huile d'olive, a-t-on appris samedi auprès de la direction de cet établissement.

La formation a regroupé, la semaine dernière, une vingtaine de participants, notamment des cadres du secteur de l'agriculture et des oléifacteurs afin de leur permettre de reconnaître, en la dégustant, l'huile d'olive de qualité (vierge et vierge-extra), a indiqué à l'APS, le directeur de l'ITSFAM, M. Hocine Meziani. La formation, s'inscrivant dans le cadre d'une démarche d'amélioration de la qualité de l'huile d'olive, est assurée par une formatrice spécialisée en dégustation de l'Institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne (ITAFV) et une autre formée par l'institut et qui a suivi des stages en Algérie et à l'étranger, notamment en Tunisie, a-t-il souligné. Ces formations sont destinées aux professionnels et cadres de la filière oléicole et autres intervenants du domaine des quatre wilayas couvertes par l'ITSFAM, à savoir Tizi-Ouzou, Boumerdes, Bejaia et Bouira. L'ITSFAM projette de former un panel de dégustateurs au niveau de la wilaya. " Ce panel assurera par la suite des formations au profit de tous ceux qui activent dans le domaine de l'oléiculture et de l'oléifaction intéressés de devenir dégustateurs d'huile d'olive", a-t-il annoncé. M. Meziani, qui a rappelé que l'oléiculture représente 80% de l'arboriculture fruitière de la wilaya, a noté que l'institut qu'il dirige assure beaucoup de formations en relation avec la filière oléicole allant de la plantation jusqu'à la dégustation de l'huile. " La filière oléicole commence à émerger dans les investissements et l'huile d'olive est très demandée aussi bien sur le marché national qu'étranger, nous ambitionnant de contribuer à booster cette activité économique à promouvoir ce patrimoine ancestral à travers les formations assurées par l'ITSFAM ", a-t-il dit. Pour rappel, le 26 janvier dernier, une salle de dégustation de l'huile d'olive a été inaugurée à l'ITSFAM en vue d'assurer des formations théoriques et pratiques sur les bases essentielles de l'analyse sensorielle appliquées aux huiles d'olive vierges, selon la réglementation en vigueur et la norme commerciale du Conseil Oléicole International (COI).

AÏN TEMOUCHENT

Tenue d'un salon régional des créations féminines

Les créations féminines dans divers domaines ont été au centre d'un salon régional à Aïn Temouchent, dont les activités se sont déroulées samedi à la Maison de la culture "Aïssa Messaoudi", à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme.Cet événement d'une journée a vu la participation de plusieurs secteurs, notamment celui du tourisme et de l'artisanat, ainsi des artisanes exposantes ont présenté leurs créations dans des domaines variés, tels que la confection de vêtements traditionnels, les pâtisseries moderne et traditionnelle, ainsi qu'un espace dédié à la fabrication de bijoux traditionnels.
Le responsable de la communication de la direction locale du Tourisme et de l'Artisanat, Kamel Mirarbi, a souligné que "ce salon des créations féminines est une opportunité pour les artisanes et les femmes activant dans le domaine de l'artisanat de promouvoir leurs produits et de les faire connaître".
Le salon a également accueilli des étudiantes de l'Université "Belhadj Bouchaïb", porteuses de projets d'innovation, dans le cadre des "objectifs visant à ouvrir l'université sur son environnement et à mettre en avant le rôle de l'université dans la contribution à l'économie nationale", a expliqué le Recteur de l'université, Professeur Abdelkader Ziadi. La Maison de la culture "Aïssa Messaoudi" a également participé à cette manifestation en proposant un espace dédié à l'art plastique pour un groupe de femmes artistes locales activant dans ce domaine, a fait savoir le directeur de l'établissement culturel, Mohamed Amine Mekkaoui. A cette occasion, le wali de Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a supervisé une cérémonie au cours de laquelle plusieurs femmes activant dans différents secteurs de développement de la wilaya ainsi que des cadres des forces de l'ordre ont été honorées.
Le responsable a salué "les importantes réalisations de la femme algérienne et son rôle fondamental dans le processus de progrès et de prospérité de notre pays"

TINDOUF

Une quantité quotidienne de près de 150 tonnes distribuées à travers les marchés locaux

Une quantité quotidienne de près de 150 tonnes de viande blanche produite localement est distribuée à travers les marchés et les commerces de la wilaya de Tindouf depuis le début du mois sacré du Ramadhan, ont rapporté samedi les services vétérinaires de la wilaya.
La wilaya compte huit (8) abattoirs de volailles, qui assurent habituellement la livraison de quantités entre 50 et 60 tonnes de viande blanche quotidiennement, avant que cette production ne connaisse une augmentation durant le Ramadhan en raison de la demande croissante sur la viande blanche à l'occasion du mois sacré, a expliqué à l'APS l'inspecteur vétérinaire, Chakour Djaltia.
Huit (8) aviculteurs de la wilaya de Tindouf assurent l'approvisionnement en quantités importantes de viande blanche de la demande locale, ce qui permet de couvrir près de 70 % des besoins du marché local en cette denrée alimentaire, alors que le reste des besoins sont assurés par la viande blanche congelée, qui connaît ces derniers temps une demande croissante sur les marchés et les commerces de la wilaya, a indiqué la même source.
Les services vétérinaires œuvrent pour l'accompagnement des aviculteurs de la wilaya dans les différentes étapes de la production qui sont soumises au contrôle vétérinaire nécessaire avant sa distribution à travers les marchés locaux, a fait savoir le même responsable

ORAN

Raccordement de sept zones industrielles au réseau de fibre optique

Sept zones industrielles de la wilaya d'Oran ont été raccordées au réseau de fibre optique, dans le but de fournir toutes les conditions nécessaires aux investisseurs, a-t-on appris, samedi, de la directrice de la Poste et des Télécommunications, M. Seddiki Meriem.
Il s'agit des zones industrielles d'Es-Senia (1,2 et 3), d'Arzew, de Bethioua, de Hassi-Ameur et de Tafraoui, a précisé Mme Seddiki à l'APS, soulignant qu'une "série de réunions a été tenue avec les services d'Algérie Télécom et la direction de l'Industrie et des Mines, dans le cadre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à créer toutes les conditions favorables aux investisseurs".
Par ailleurs, dans le cadre de la modernisation du réseau de télécommunications et afin d'assurer une offre internet à très haut débit, l'entreprise Algérie Télécom a raccordé plus de 66.000 logements au réseau de fibre optique jusqu'au domicile (FTTH), dont 50.000 logements au pôle urbain "Chahid Ahmed Zabana", dans la commune de Misserghine, 8.000 logements au pôle urbain de Belgaïd, à Bir El Djir, et 8.000 autres à Oued Tlelat, permettant un débit Internet allant jusqu'à 1,2 Go, extensible à la demande des clients, a-t-on précisé. La direction opérationnelle d'Algérie Télécom à Oran continuera, au cours de l'année en cours, de raccorder les quartiers et les pôles résidentiels au réseau de fibre optique jusqu'à au domicile, ainsi que de moderniser et de mettre à jour les réseaux en transférant les clients de l'ancien réseau Internet (ADSL) vers le réseau de fibre optique jusqu'au domicile, selon la même source. Le nombre d'abonnés dans la wilaya d'Oran au réseau de téléphone (ADSL+ligne fixe) a atteint, à la fin de l'année écoulée, 150.482 abonnés, tandis que le nombre d'abonnés au réseau de fibre optique jusqu'au domicile a atteint 89.568 abonnés.
Concernant la couverture téléphonique des zones reculées, la directrice locale de la Poste et des Télécommunications a souligné que le problème de l'isolement de ces zones a été définitivement résolu, la dernière étant la zone de Sidi Ghanem, où des antennes-relais ont été installées pour les opérateurs de téléphonie mobile, ainsi qu'une station 4G d'Algérie Télécom.

L'imperialisation entre brutalisation et pacification

2e partie

Par Arezki Derguini (*)

Dans un réaménagement des rapports de forces européennes et américaines, ils ressentent une fracture, là où il n'y a qu'un réajustement plutôt en faveur de l'Europe qu'en sa défaveur. Réaménagement qui fera souffrir l'amour-propre de certains pays pendant un certain temps. En fait il s'agit d'accepter un nouveau cours du monde et d'en tirer parti. Que les capitaux américains se dirigent vers l'Inde et la Russie et ceux européens vers les USA, n'est une mauvaise nouvelle qu'en apparence. Dans un tel mouvement, les capitaux européens peuvent trouver leur place. Rien n'est joué à priori et ce n'est pas Donald Trump qui est imprévisible, mais le cours des choses. On n'avait pas prévu de « rival systémique ».

Avec leur dépendance structurelle à l'égard de l'Amérique, les Européens ne pourront jamais assurer leur défense aérienne. C'est là une chasse gardée des producteurs globaux. Dans la compétition avec la Chine, les États européens ne veulent pas admettre que l'Europe ne peut pas être à la hauteur de ces deux géants de la compétition technologique, qu'elle ne peut se mettre qu'à côté, sinon à la remorque, de l'Amérique pour préserver sa position dans le monde. Les États-Unis ne visent pas à rompre leur alliance avec l'Europe, ils veulent l'élargir à la Russie, établir une nouvelle hiérarchie. Les États européens s'accrochent à une rhétorique idéologique qui pourtant se délite. Un État démocratique peut devenir autoritaire et inversement. On voit beaucoup de barrages idéologiques et de « ceintures sanitaires » céder. Ils ne veulent pas réintégrer la Russie parmi eux, redoutant les effets d'une paix durable avec la Russie, sur leur classement européen et mondial. Il est clair que l'Angleterre et la France en ressentent les premières les effets. Pour l'Allemagne, les opportunités peuvent être plus intéressantes, elle ne craint pas la Russie. Mais elle devra patienter pour que cela soit reconnu. Elle seule est en mesure d'être stimulée par la réintégration de la Russie dans le jeu européen. On peut imaginer qu'au « moteur franco-allemand » se substituera un « moteur russo-allemand » bien plus puissant. On peut aussi imaginer, une meilleure intégration européenne entre le nord et le sud, l'est et l'ouest. Pour nombre de pays européens, une telle réintégration permettrait un multi-alignement plus aisé. Cela leur permettrait de se soustraire à des rapports de vassalisation trop contraignants. Avec l'impérialisation du monde c'est le principe du tout marché qu'on abandonne.

L'union européenne à contre-courant

Dans une telle perspective, l'« indépendance stratégique » de l'Europe avancée comme étendard par les va-t-en guerre, l'augmentation des dépenses militaires, tout cela ne peut constituer qu'un surcoût mondial multipliant les crises sociales. Les sociétés européennes commencent à le comprendre. Alors qu'avec une nouvelle complémentarité avec la Russie et l'Amérique, la compétition avec la Chine pourrait bénéficier de davantage de ressources et pourrait être moins tendue. Ce que l'on peut appeler un processus d'impérialisation tendant vers la paix plutôt que vers la guerre. Les ressources mondiales étant en relative baisse du point de vue des besoins, c'est par un tel processus que peut se réaliser une utilisation optimale. Avec la polarisation du marché du travail mondial, la croissance des secteurs non intensifs en main d'œuvre, l'accès aux différents marchés ne peut plus être libre. Le tout marché apparait comme une fiction toxique.

L'Europe est embourbée dans les divisions d'une autre ère, elle reste enfoncée dans le néocolonialisme et attachée à une compétition qui ne concernerait que l'Occident à l'exclusion de la Russie. L'Angleterre et la France pressentent un certain déclassement avec l'émergence de l'Asie et l'avènement d'une alliance entre la Russie et l'Amérique pour y faire face. L'Allemagne qui parle d'indépendance jouera de sa polysémie. Que veut dire indépendant dans un monde interdépendant, pour un pays dont la puissance tient dans ses exportations ? Avec l'émergence de l'Asie, de la Chine et de l'Inde en particulier, la compétition mondiale pourrait se structurer autour de trois pôles, avec un pôle européen sous leadership allemand.

Sans un pôle européen comprenant la Russie, les États-Unis seraient vite dépassés par la Chine, l'Occident par l'Asie. Donald Trump ne parle pas de faire du Canada un 51e État des États-Unis pour provoquer seulement. Il imagine et fait pressentir les conditions dans lesquelles la compétition mondiale va s'engager. Il s'agit d'engager une compétition avec la Chine qui produit plus d'ingénieurs que le reste du monde. D'une Asie dont le marché va dominer le marché mondial. Une nouvelle configuration des rapports de forces se met en place autour de ses deux pôles. Un second pôle occidental face à la Chine ferait la part belle à la Russie. La crainte américaine à l'égard de la Chine est bien plus grande que sa crainte dans une Europe élargie à la Russie. Quoique l'on puisse penser encore, son objectif n'est plus de diviser l'Europe, mais de l'unir contre la Chine. Cette crainte a supplanté celle ancienne d'une Europe allemande. L'Allemagne indépendante des USA ? Moins dépendante grâce à la Russie certainement, mais toujours à cheval et toujours pourvoyeuse de biens d'équipements. C'est l'Allemagne qui a le plus intérêt à la paix, après avoir souffert de l'unilatéralisme américain. Elle retrouvera sa place au centre de l'Europe en se défaisant de la proximité française. Non pas donc indépendante, non pas faible de ses interdépendances, mais puissante de celles-ci. La France elle a beaucoup à perdre. Elle perdra sa relation privilégiée avec l'Allemagne, après avoir perdu sa relation avec l'Afrique. Elle sera probablement poussée à demander davantage à la francophonie, mais s'en donnera-t-elle les moyens ?

Ce n'est plus la Russie qu'il faut cantonner, c'est la Chine. Ce n'est plus la Russie qu'il faut sanctionner, c'est ses ressources qu'il faut récupérer pour l'Occident.

Une telle stratégie aurait de quoi inquiéter la Chine, pourrait-on penser. Pas nécessairement. La Chine est un gros consommateur de ressources, il importe pour elle, que ces ressources ne soient pas gaspillées par la guerre. Elle pourrait entrer en résonance avec ce mouvement occidental. Comme il a été déjà soutenu, la brutalisation des relations internationales s'origine dans un déni de réalité du réel rapport entre les forces. Une force refuse de reconnaître une autre force, refuse de lui faire de la place et s'efforce de la détruire devant l'insistance à exister de la force niée.

Une guerre contre la Chine aurait pour justificatif d'empêcher son développement menaçant, de tuer son développement dans l'œuf. Dans la réalité du monde actuel, un tel effondrement affecterait jusqu'à l'agresseur. Dans la réalité du monde actuel, la Chine peut apporter plus qu'elle n'en prendrait. C'est son tour.

Brutalisation de l'Europe

Les États européens refusent d'être des États-Unis européens, ils veulent être allemands, anglais, français, etc., ils ne veulent pas d'État fédéral. L'Europe navigue à contre-courant. Elle vise un objectif qui appartient au passé et non au futur. Le monde qui s'impérialise se brutalise, précisément parce que les élites dirigeantes occidentales vont à contre-courant. L'Europe parle d'investir dans la défense au moment où la croissance n'en donne pas les moyens. L'Amérique se détache de l'Europe non pour renier son alliance, comme il est souvent affirmé, mais pour leur en demander plus dans la compétition avec la Chine. On ne fracture pas l'Occident, on resserre ses liens, en réduisant la liberté de ses individus. Les États-Unis brutalisent l'Europe parce qu'ils ont besoin des ressources de l'Europe pour rester sur la frontière technologique, pour assurer la sécurité de l'Occident. Ils ne veulent plus que le pouvoir d'achat américain prenne en compte celui européen. La baisse du pouvoir d'achat ne commencera pas chez le plus puissant. Il n'y aura pas de garanties de sécurité pour l'Europe sans l'Amérique, il n'y aura pas de protection américaine sans un soutien plus ferme de l'Europe. Il faut désormais consentir à payer davantage, à consommer moins. C'est cela le mouvement d'impérialisation, un plus grand alignement de l'Europe sur les États-Unis qu'exige l'exacerbation de la compétition mondiale et le partage du pouvoir d'achat avec l'Asie. L'Europe devra dépenser davantage pour sa défense, mais plus concrètement, mieux acheter américain et mieux accepter une réduction du pouvoir d'achat des consommateurs, parce qu'il faudra faire plus d'effort pour préserver la suprématie aérienne et maritime américaine et assurer la transition énergétique.

L'Amérique dépensera pour la défense de l'Occident en défendant sa suprématie technologique. L'Europe devra donc dépenser plus pour la défense de l'Occident, défense qui ne va pas sans la défense du pouvoir des États-Unis. Défense de leur pouvoir d'achat et de son pouvoir militaire.

La démocratie est un luxe qui coûte de plus en plus cher, les sociétés démocratiques rêvent de davantage de libertés qu'elles n'en ont les moyens. Les sociétés européennes, engoncées dans la consommation, redoutent la guerre que leurs élites préparent. La guerre en Ukraine les prépare à une réduction de leur pouvoir d'achat. Les élites européennes peuvent défendre la guerre, c'est ici une guerre pour la démocratie. La démocratie n'étant pas supposée accepter de baisse du pouvoir d'achat. Trump leur retire ce moyen, ce n'est pas là la contribution qu'il attend de l'Europe. Ce n'est pas d'une guerre idéologique dont il a besoin, il s'embarrasse peu, du reste, de droits humains, mais se soucie de ressources sonnantes et trébuchantes. Elles doivent encore faire semblant de rester attachées à la démocratie en partant en guerre, tout en piétinant les droits humains des migrants, pour faire accepter une réduction du pouvoir d'achat. Les élites et leur société sont habituées à se battre pour la démocratie, contre le totalitarisme, la guerre vient à propos pour faire accepter ce que l'on n'accepterait pas sans elle. Les élites financières ont besoin de l'extrême-droite qui les aide dans cette tâche inavouable en démocratie.

Pourquoi une telle brutalisation des relations internationales ? À cause du déni de réalité. Du déni du nécessaire partage du pouvoir d'achat mondial, du nouveau rapport de forces dans la production mondiale. Alors que la faiblesse s'étend partout, les élites veulent faire passer celle-ci pour de la puissance.

(A suivre)

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

ARABIE SAOUDITE

19 millions de dollars pour la campagne « Ehsan »

Le roi Salmane ben Abdulaziz et le prince héritier Mohammed ben Salmane ont fait don de 70 millions de riyals saoudiens (19 millions de dollars) à la Campagne nationale pour l'action caritative via la plateforme « Ehsan » lors de sa cinquième édition vendredi.

Le roi Salmane a approuvé vendredi le lancement de la cinquième campagne nationale pour l'action caritative, via la plateforme « Ehsan », les dons se poursuivant tout au long du Ramadan afin d'améliorer les dons caritatifs et de maximiser leur impact, a rapporté l'Agence de presse saoudienne.

Dans le prolongement du soutien des dirigeants aux actions caritatives dans le Royaume, le roi Salmane a fait un don de 40 millions de RS et le prince héritier a fait un don de 30 millions de RS.

L'agence de presse saoudienne a indiqué que la campagne vise à offrir à tous les citoyens et résidents la possibilité de participer à des actes de charité et de renforcer la solidarité communautaire pendant le Ramadhan.

Majid al-Kassabi, président du comité de supervision de la plateforme « Ehsan », a exprimé sa gratitude au roi Salmane et au prince héritier pour leur soutien indéfectible à la plateforme depuis sa création en vertu d'un décret royal en 2021.

"La cinquième campagne nationale pour l'action de bienfaisance fait suite au succès remarquable des éditions précédentes", a déclaré M. al-Kassabi.

La campagne 2024 a attiré plus de 1,8 milliard de RS de dons à travers 15 millions de transactions, démontrant le leadership du Royaume en matière d'actions caritatives et de développement durable.

Les donateurs peuvent contribuer numériquement à divers domaines caritatifs et de développement tout au long de la campagne. En outre, les dons peuvent être versés au Fonds de dotation « Ehsan ».

DÉTÉRIORATION DU SCÉNARIO DU COMMERCE MONDIAL

La QNB exclut que la croissance des économies de l'ASEAN-6 soit affectée

La Banque Nationale du Qatar (QNB) a exclu la possibilité que les perspectives de croissance des économies de l'ASEAN-6 soient affectées par une détérioration du scénario du commerce mondial, grâce à la forte dynamique de croissance et à la position appropriée de ces pays pour éviter ou contenir toute menace liée aux tarifs, ainsi qu'aux gains résultant de l'évolution des tendances des flux commerciaux et d'investissement.

Le rapport hebdomadaire de la Banque nationale du Qatar (QNB) a indiqué que les six principaux pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN-6), à savoir l'Indonésie, la Thaïlande, Singapour, la Malaisie, le Vietnam et les Philippines, ont été parmi les économies à la croissance la plus rapide au monde au cours des dernières décennies, grâce à leur intégration efficace dans les marchés mondiaux grâce au commerce international.

Le rapport explique dans ce contexte que si des menaces pesaient sur les flux commerciaux, cela pourrait avoir un impact significatif sur les économies de ces pays.

Le rapport souligne que les guerres commerciales sont l'un des problèmes majeurs sur la scène mondiale, alors que le président américain Donald Trump appelle à une approche d'autosuffisance nationale et considère les importations comme une ponction sur la richesse nationale.

Le rapport indique que les premiers conflits commerciaux ont commencé par des menaces directes des États-Unis d'imposer des droits de douane de 25 % au Canada et au Mexique, en plus de 10 % à la Chine, suivies d'avertissements concernant l'imposition de droits de douane « globaux » et « réciproques » sur tous les pays et produits, en plus de droits de douane ciblés sur les importations d'acier et d'aluminium. En revanche, d'autres pays ont réévalué leurs réponses, augmentant le risque d'une montée du protectionnisme et de guerres commerciales.

Dans son rapport, QNB a discuté de trois éléments principaux qui soutiennent son point de vue précédent, le premier étant que les pays de l'ASEAN-6 ne sont pas susceptibles de devenir des cibles directes des tarifs douaniers de Trump à court terme. Parmi les pays du groupe, le Vietnam et la Thaïlande ont affiché l'année dernière les plus grands excédents commerciaux bilatéraux, l'excédent commercial du Vietnam s'élevant à 125 milliards de dollars et celui de la Thaïlande à 35 milliards de dollars.

Le rapport souligne que les pays de l'ASEAN-6 attirent moins l'attention que d'autres partenaires commerciaux majeurs des États-Unis, dont les excédents commerciaux bilatéraux sont plus importants, comme la Chine (300 milliards de dollars) et le Mexique (172 milliards de dollars). De plus, les pays de l'ASEAN-6 agissent comme un contrepoids à l'influence chinoise dans la région, ce qui les place dans une position favorable pour négocier des échanges commerciaux et atténuer les menaces tarifaires potentielles.

Abordant cet élément, le rapport suggère que les exportateurs de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est qui sont en concurrence avec les producteurs chinois bénéficieraient de l'augmentation des tarifs américains sur la Chine, car les prix des produits de l'ASEAN deviendraient relativement moins chers que ceux des produits chinois aux États-Unis.

Il a expliqué que les entreprises de ces pays agissent indirectement comme intermédiaires pour l'entrée de produits chinois aux États-Unis afin d'éviter les tarifs douaniers. En outre, les économies de l'ASEAN bénéficient des investissements des entreprises mondiales, notamment chinoises, qui se concentrent de plus en plus sur l'implantation d'installations de production en dehors de la Chine.

Il a souligné que les entreprises occidentales adoptent progressivement une stratégie consistant à « faire des affaires avec n'importe qui sauf la Chine », dans le but de réduire leur dépendance à l'égard de la Chine et d'atténuer les risques liés aux tensions géopolitiques.

En conséquence, les pays de l'ASEAN-6 devraient bénéficier du déplacement des flux commerciaux et d'investissement hors de la Chine.

Le rapport constate dans le troisième élément que la détérioration des perspectives du commerce international n'a pas eu d'impact significatif sur les attentes de croissance dans les économies des pays de l'ASEAN-6, qui bénéficient d'un niveau élevé d'intégration commerciale, puisque les attentes de croissance réelle du PIB pour 2025 sont restées inchangées ou se sont améliorées par rapport à l'année dernière.

Il a noté qu'après avoir contrôlé l'inflation, les banques centrales de la région travaillent à réduire les taux d'intérêt, et certaines d'entre elles ont déjà atteint des niveaux de taux d'intérêt « neutres », qui ne restreignent pas ou ne stimulent pas excessivement l'activité économique.

ÉGYPTE

Le Caire va investir 660 millions $ dans un terminal de vrac liquide au port de Dekheila

Les nouveaux investissements annoncés par l'Égypte dans des installations portuaires dédiées au pétrole et au gaz entrent en droite ligne d'une vision stratégique dont l'objectif est de repositionner le pays comme un acteur majeur du marché mondial de l'énergie.

L'Autorité générale du port d'Alexandrie et l'Alexandria Supply Chain Company (ASCC) ont signé le jeudi 6 mars 2025 un accord de concession d'un montant de 660 millions USD pour le développement d'un terminal de vrac liquide et gazeux dans le port égyptien de Dekheila.

Le projet est entièrement financé par des capitaux égyptiens, par le biais d'un partenariat stratégique entre les sociétés pétrochimiques relevant du ministère du Pétrole et des Ressources minérales.

L'infrastructure comprendra entre autres une jetée de 800 mètres de long et d'une profondeur supérieure à 20 mètres, permettant l'accostage simultané de deux navires de capacité allant jusqu'à 250 000 tonnes chacun. Le projet comprend également d'autres installations sur une superficie de 390 000 mètres carrés intégrant des zones de stockage, des unités de gazéification, des équipements de manutention et des réseaux de transport pour les importations et les exportations.

La première phase du projet devrait entrer en service commercial en 2027, avec une capacité initiale de traitement de 350 000 tonnes par an, et une fois la phase 3 achevée, la capacité annuelle augmentera pour atteindre 4 millions de tonnes par an.

La concession intervient quelques jours après la signature en fin février dernier d'un accord d'investissement de 7 milliards USD entre le ministère du Pétrole, la Société égyptienne holding des produits pétrochimiques, la société anglaise Shard Capital et le groupe saoudien Al-Qahtani. Cet accord prévoit la construction d'un complexe pour la production des produits pétrochimiques à la nouvelle ville d'Al-Alamein.

Des ouvrages qui s'ajouteront aux installations portuaires pour soutenir la chaine des valeurs de cette industrie dont le potentiel s'accroit avec notamment la découverte ces dernières années d'importants gisements gaziers. Ces initiatives s'inscrivent selon le ministre des Transports Kamel El-Wazir, dans une vision stratégique qui consiste à renforcer les capacités logistiques du pays des pharaons et à le positionner comme un acteur majeur dans le commerce mondial de l'énergie.

BÉNIN

Un projet pilote d'assurance agricole pour protéger 100 000 agriculteurs

En 2024, ce projet a assuré 11 000 riziculteurs, leur offrant une compensation financière contre les pertes dues au climat. Cette nouvelle phase inclut notamment des producteurs de coton et des éleveurs de bétail.

Le gouvernement béninois a récemment lancé un projet pilote d'assurance agricole à indice de rendement visant à couvrir 100 000 agriculteurs. Ce mécanisme innovant va permettre de protéger les agriculteurs contre les pertes de production dues aux aléas climatiques (sécheresse, inondations, maladies des cultures, etc).
Contrairement aux assurances traditionnelles qui indemnisent sur la base des pertes réelles subies par un exploitant après une évaluation de terrain, ce type d'assurance repose sur des indicateurs objectifs et mesurables, appelés indices, pour mesurer la production agricole dans une région.

Comment fonctionne cette assurance agricole à indice de rendement ?

L'indice est basé sur des données agricoles et des mesures de rendement moyen estimées à partir d'outils technologiques (télédétection par satellite, capteurs météorologiques, modélisation agricole) sur une zone donnée. Si le rendement d'une culture dans une région tombe en dessous d'un seuil prédéfini à cause de conditions climatiques défavorables (sécheresses, inondations…), tous les agriculteurs assurés dans cette zone reçoivent une compensation, sans qu'il soit nécessaire d'évaluer chaque exploitation individuellement.
Les avantages d'une telle initiative pour les bénéficiaires est notamment la rapidité des indemnisations.
Les paiements sont effectués rapidement après la constatation d'une perte, sans de longues enquêtes sur le terrain. L'autre avantage est le coût réduit de l'opération. Il y a moins d'intermédiaires et de démarches administratives, ce qui rend l'assurance plus abordable. On note aussi l'accès facile au crédit. Les banques sont en effet plus enclines à financer les agriculteurs, car leurs investissements sont mieux protégés contre les aléas climatiques.

Un projet au service de l'agriculture béninoise

Cette assurance agricole est largement utilisée dans les pays africains confrontés aux risques climatiques élevés. Elle permet aux petits producteurs de sécuriser leurs revenus et d'investir plus sereinement dans leur exploitation.
Officiellement dévoilée le mardi 4 mars 2025 par le ministre béninois de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Gaston Cossi Dossouhoui (photo, à droite), cette nouvelle phase cible 100 000 agriculteurs béninois, notamment les producteurs de riz, de coton et les éleveurs de bétail, accélérant ainsi la transition vers une agriculture plus résiliente et compétitive. A fin 2025, ils auront une couverture d'assurance dans tous les pôles de développement agricole du pays.
Résultant d'un partenariat public-privé, le projet est soutenu financièrement par la Coopération suisse et la Coopération luxembourgeoise, qui subventionnent 80% des primes d'assurance avec un coût total de 2,37 milliards FCFA. Il est également porté par des partenaires techniques et financiers, notamment NSIA Assurances Bénin et le Cabinet International Pula Advisors.
Pour rappel, en 2024, le projet a permis d'assurer 11 000 riziculteurs, leur garantissant une compensation financière en cas de pertes liées au climat.

La taxe imposée par les USA sur les importations mexicaines inquiète le Kenya

Depuis le 4 mars 2025, les États-Unis appliquent une taxe de 25 % sur les importations en provenance du Mexique. Une décision qui pourrait bouleverser les dynamiques sur le marché mondial de l'avocat, où le Mexique occupe une position dominante. Au Kenya, la filière avocat s'inquiète des retombées que pourrait avoir l'application des nouvelles taxes par les USA sur les importations mexicaines, d'autant plus que le Mexique est le premier producteur et exportateur mondial du fruit. La principale crainte exprimée par les opérateurs est que, face aux droits d'importation plus élevés, la filière mexicaine qui envoie traditionnellement 80 % de ses expéditions vers les USA, réoriente ses exportations à hauteur de 50 % vers l'Europe, principal marché du Kenya.
Entre 2019 et 2022 en effet, le Mexique a expédié en moyenne 1,27 million de tonnes d'avocats, d'après les données de la FAO. Dans ce contexte, l'Association des exportateurs d'avocats du Kenya estime qu'un afflux supplémentaire des fruits sur le marché européen risque d'entraîner une surabondance de l'offre et une chute des prix.
« Les conséquences sont claires : les producteurs kenyans pourraient être contraints de vendre à perte, de se tourner vers des marchés moins lucratifs avec des défis logistiques plus importants, ou de faire face au risque d'invendus et de stocks périssables. De plus, contrairement aux exportations péruviennes qui quittent généralement le marché européen en octobre, l'approvisionnement continu du Mexique signifie qu'il n'y aura aucun répit durant la haute saison d'achats en Europe », explique l'association dans une analyse publiée sur sa page LinkedIn le 5 mars.
Cette situation remet en question les ambitions de la filière kenyane à l'export en 2025. Dans un rapport publié le 13 février dernier, le Département américain de l'Agriculture (USDA) indiquait que le pays d'Afrique de l'Est s'attendait à une croissance de 11 % de ses recettes d'exportation d'avocat qui devraient alors s'établir à 175 millions $ cette année.
Plus largement, un afflux de l'avocat mexicain en Europe pourrait également affecter de la même manière d'autres pays africains exportateurs tels que l'Afrique du Sud et le Maroc, pour lesquels l'UE représente aussi le principal débouché. Pour rappel, l'Afrique est la 3ème région exportatrice d'avocat après l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud.

TAUX DIRECTEURS

La BCEAO maintient le statu quo

Alors que les indicateurs - inflation, réserves de changes, croissance, crédits - semblent s'améliorer, la BCEAO préfère jouer la carte de la prudence.
La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé de maintenir inchangés ses taux directeurs, a annoncé son comité de politique monétaire (CPM), dans un communiqué publié à l'issue de sa réunion ordinaire tenue le mercredi 5 mars à Dakar, au Sénégal.
Le principal taux directeur auquel la BCEAO prête ses ressources aux banques reste fixé à 3,50%, tandis que le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal est à 5,50%. Ces niveaux sont en vigueur depuis le 16 décembre 2023.

Croissance soutenue dans l'UEMOA

Selon l'organe monétaire, l'activité économique de l'Union est restée dynamique, avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 7,0% au quatrième trimestre 2024, après 5,8% le trimestre précédent. Sur l'ensemble de l'année, la BCEAO estime que le PIB réel a progressé de 6,2% en 2024 contre 5,3% en 2023, et qu'il pourrait atteindre 6,3% en 2025.
Cette expansion économique est portée par l'ensemble des secteurs, notamment les secteurs extractif, manufacturier et agricole, indique la BCEAO, notant le rôle du crédit bancaire dans le financement de l'activité. A fin décembre 2024, les prêts au secteur privé ont augmenté de 6,3% en glissement annuel contre 5,8%, trois mois plus tôt. L'institution prévoit une hausse plus marquée en 2025, à 8,6%.

Repli de l'inflation, mais des risques subsistent

La désinflation observée depuis plusieurs mois s'est poursuivie, le taux d'inflation s'établissant à 2,9% au quatrième trimestre 2024, après 4,1% le trimestre précédent. « La baisse des prix des produits alimentaires et énergétiques importés, ainsi que l'amélioration de la production vivrière, ont contribué à cette détente », explique la BCEAO.
Pour 2025, l'inflation devrait reculer à 2,7% après 3,5% en 2024, selon les prévisions de la Banque centrale. Toutefois, l'institution met en garde contre des facteurs de risque persistants : insécurité dans certaines zones de l'Union, effets du changement climatique sur la production agricole, et tensions géopolitiques susceptibles d'affecter les prix mondiaux des produits énergétiques et alimentaires.

Une amélioration des comptes extérieurs

La BCEAO relève également une amélioration de la situation extérieure de l'UEMOA, grâce à la hausse des prix des produits exportés, aux ventes d'hydrocarbures et à une mobilisation croissante de financements extérieurs par les Etats membres. Les réserves de change de l'UEMOA sont ainsi passées de 2942,9 milliards FCFA (environ 4,8 milliards $) en novembre 2024 à 3625,7 milliards FCFA en décembre, soit une hausse de près de 23%. Dans son communiqué, le comité de politique monétaire affirme qu'il restera attentif à l'évolution de l'inflation et de la conjoncture économique et financière, et qu'il prendra « les mesures idoines pour assurer la stabilité monétaire et financière de l'Union, si nécessaire ».

ZAMBIE

Les effets néfastes de l'exploitation de déchets de plomb sur les enfants inquiètent

Alors que plus de 95% des enfants vivant à proximité de la mine désaffectée présentent des taux élevés de plomb dans le sang, Human Rights Watch recommande aux autorités de solliciter soutien technique et financier d'organismes donateurs et des entreprises minières responsables de la pollution pour décontaminer complètement le site. En Zambie, des entreprises locales et étrangères extraient et traitent des résidus de plomb toxiques d'une ancienne mine industrielle située dans la ville Kabwe, à environ 150 km au nord de la capitale Lusaka. Ces activités présentent d'importants risques pour la santé des enfants de la région, souligne un rapport publié le 5 mars par l'ONG Human Rights Watch.
Intitulé « Poisonous profit : Lead waste mining and children's right to a healthy environment in Kabwe, Zambia », le rapport précise que la mine de plomb et de zinc de Kabwe a été ouverte pendant la période coloniale britannique et fermée en 1994, laissant derrière elle environ 6,4 millions de tonnes de déchets de plomb non recouverts. Depuis lors, le plomb a contaminé des zones résidentielles, exposant jusqu'à 200 000 personnes. Ce métal hautement toxique est particulièrement nocif pour les enfants lorsqu'il est inhalé ou ingéré.
Même de faibles doses absorbées sur une période prolongée par les enfants peuvent provoquer des retards intellectuels et physiques irréversibles : troubles du langage, du comportement, difficultés motrices, baisse modérée de l'acuité auditive, coma et décès. Pendant la période de grossesse, l'ingestion de plomb par les femmes peut entraîner une fausse couche et d'autres complications pour les bébés comme les troubles d'apprentissage et les retards de croissance.
Le rapport, qui se base sur des images géospatiales et des entretiens réalisés sur terrain avec des mineurs artisanaux, des entreprises et des représentants du gouvernement, indique que le gouvernement zambien a accordé des licences à des entreprises sud-africaines, chinoises et locales pour mener des activités d'extraction et de traitement du zinc, du plomb ou d'autres minéraux parmi les déchets contaminés dans la zone de l'ancienne mine de Kabwe.

CAC 40

Quels groupes ont le mieux (et le moins) réussi la saison des résultats annuels 2024?

La saison des résultats annuels 2024 a rendu son verdict. Cette cuvée a été mitigée mais le résultat est globalement positif. Quelles actions ont le mieux réussi? Et quels groupes ont au contraire mordu la poussière? BFM Bourse fait le point.

Le bal est désormais achevé. La saison des résultats annuels 2024 s'est terminée jeudi avec la publication des comptes annuels de Bouygues, dernier pensionnaire de l'indice à avoir rendu sa copie. L'impression d'ensemble est, comme toujours, relativement contrastée. Mais, in fine, le bilan s'avère positif voire encourageant. Surtout par rapport à la précédente saison, celle du troisième trimestre 2024, qui s'était avérée maussade voire mauvaise.

Un bilan encourageant

Pour dresser ce bilan, nous avons pris un indicateur simple: la performance de l'action d'un pensionnaire du CAC 40 lors de la séance suivant la publication de ses résultats. C'est-à-dire le jour le même pour les groupes qui publiaient le matin ou le lendemain pour ceux livrant leurs comptes le soir, après la clôture du marché.
Cette méthode a évidemment ses limites car la réception immédiate ne dit pas forcément tout de l'accueil du marché. Publicis n'a pris "que" 2,3% lors de la publication de ses résultats annuels. Mais le titre a gagné encore 2,6% le lendemain, ce qui laisse penser que les investisseurs ont été satisfaits de sa copie. Société Générale a pour sa part bondi de plus de 13% après avoir dévoilé ses comptes annuels. Mais son titre a encore gagné 20% depuis cette publication, montrant à quel point une bascule semble s'opérer sur la banque de La Défense aux yeux du marché.
In fine, sur les 39 groupes du CAC 40 à avoir rendu des résultats annuels (en excluant Pernod Ricard donc), 24 ont vu leur action progresser lors de la séance qui a suivi la publication de leurs résultats et 15 ont enregistré une baisse. Quant à la variation moyenne, elle s'établit à +0,8%.
Quels groupes ont le mieux réussi l'épreuve? Quels sont ceux qui ont au contraire déçu? Nous avons compilé un classement dans le tableau ci-dessous.
In fine, Arcelormittal (+13,4%) occupe le haut du palmarès d'une courte tête, devant Société Générale (+13,3%). Le sidérurgiste a livré un résultat brut d'exploitation nettement supérieur aux attentes et a indiqué tabler sur une nette progression de la demande d'acier en 2025. L'action a, remarque Deutsche Bank, aussi été portée par l'espoir d'un accord de paix entre l'Ukraine et la Russie, ce qui constituerait un catalyseur pour le titre, Arcelormittal possédant un site dans la ville ukrainienne de Kryvyi Rih.
Société Générale, de son côté, a enthousiasmé le marché en publiant des résultats bons sous tous rapports et en annonçant un programme de rachats d'actions. L'établissement a acté un changement de logiciel qui privilégie la valeur à la croissance, en se concentrant sur l'amélioration de sa performance.
La banque de détail en France a entamé une inflexion positive de sa dynamique, Boursorama se dirige vers une nette amélioration de sa rentabilité et les activités de marchés restent solides. Dans une note publiée cette semaine, Jefferies a relevé son objectif de cours à 55 euros (ce qui accorde un potentiel de plus de 40% à l'action) et s'attend désormais à ce que la banque atteigne un ratio de rentabilité de ses fonds propres tangibles (ROTE) de 10% en 2026.

STMicro en queue de peloton

Legrand (+9%) complète le podium. Le spécialiste des équipements électriques a, comme Schneider Electric (+2,99%), connu une fin d'exercice 2024 en trombe, grâce à la vigueur de ses produits destinés aux data centers, un segment en très forte croissance grâce à l'intelligence artificielle.
Dassault Systèmes (+8,86%), échoue au pied du podium. La hausse de l'action a surtout été due aux propos de la direction qui, lors du "call" avec les analystes, a livré une trajectoire de cash-flow séduisante et a relativisé les risques de concurrence de la part de Nvidia.
Essilorluxottica (+7,17%) a livré une croissance nettement au-dessus des attentes au quatrième trimestre tandis qu'Engie (+5,3%) a relevé plusieurs de ses cibles pour 2025 et 2026.
Du côté des déceptions, STMicroelectronics (-10,68%) ferme la marche. Le groupe de semi-conducteurs a dévoilé des prévisions pour le premier trimestre 2025 nettement inférieures aux attentes et n'a pas formulé de perspectives pour l'ensemble de l'année. Mais, récemment, l'action a connu une envolée, soutenue par Jefferies. La banque est passée à l'achat, jugeant qu'un rebond de l'activité est à venir sur la seconde partie de 2025. Capgemini (-10,7%) a communiqué des perspectives prudentes pour 2025. Trop aux yeux du marché qui espérait mieux et a ainsi lourdement sanctionné l'entreprise qui n'exclut pas d'accuser une nouvelle baisse de ses revenus cette année. Carrefour complète le trio des plus fortes punitions. Le distributeur a publié un résultat opérationnel courant nettement inférieur aux attentes en raison de ses difficultés sur plusieurs marchés européens. Et, là encore, ses perspectives pour 2025 ont déçu.
Nous avons également publié un deuxième classement, qui essaie de corriger l'impact du marché le jour même.
Pour cela nous avons mesuré la surperformance ou la sous-performance d'un titre par rapport au CAC 40. En clair, si une valeur prend 4% et que le CAC 40 gagne 1% lors d'une séance donnée, la surperformance de cette même valeur s'inscrit à 3%. L'idée est de nuancer les résultats selon les conditions de marché. Enregistrer une hausse de 3% quand le CAC 40 (comme jeudi) est dans le dur a plus de mérite que lorsque le marché est euphorique.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 06 Mars 2025
Valeur : 10 Mars 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.3369	133.3519
1	EUR	EURO	144.0172	144.0467
1	GBP	POUND STERLING	171.9145	172.0004
100	JPY	JAPANESE YEN	89.9648	89.9810
1	CNY	CHINESE YUAN	18.4060	18.4104
1	CHF	SWISS FRANC	149.8673	149.9515
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	92.8530	92.8828
1	DKK	DANISH KRONE	19.3057	19.3118
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.1595	13.1722
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.2511	12.2563
1	AED	UAE DIRHAM	36.3029	36.3119
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5470	35.5529
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.4908	432.8202
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.4121	42.8383
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5867	13.5882
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.3646	27.5049
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3393	3.3497
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.3313	176.3313

EUROPE

Les Bourses européennes dans le rouge

Les indices boursiers européens ont fini en recul vendredi, à l'issue d'une semaine mouvementée, entre incertitudes liées aux revirements de politique douanière aux États-Unis et promesses d'investissements massifs pour la défense en Europe, tandis que Wall Street digère un rapport mitigé sur l'emploi américain.
Francfort a perdu 1,75%, Paris 0,94% et Milan 0,48%. Londres est restée à l'équilibre (-0,03%). A Zurich, le SMI est allé à contre-courant et a gagné 0,36%.
"Les places européennes sont victimes de prises de bénéfices de la part des investisseurs, après les performances remarquables et la volatilité des derniers jours", a estimé Amélie Derambure, gérante multi-actifs chez Amundi.
Entre mercredi et jeudi, les indices boursiers du Vieux Continent ont connu de fortes hausses, portés par l'annonce mardi soir de Friedrich Merz, futur chancelier de l'Allemagne, du déblocage de plusieurs centaines de milliards d'euros, afin de renforcer la défense et l'économie du pays.
En début de semaine, ils avaient au contraire nettement chuté, en raison des craintes liées à l'imposition de nouveaux droits de douane américains de 25% contre le Canada et le Mexique... finalement suspendus par Donald Trump.
"Les marchés sont saturés d'actualités", ce qui provoque "une volatilité qui devrait perdurer", a jugé Andreas Lipkow analyste indépendant.
A Wall Street, les investisseurs font aussi preuve d'indécision, oscillant depuis l'ouverture entre territoire positif et négatif, après la publication d'un rapport sur l'emploi américain un peu en dessous des attentes des analystes. Vers 16H50 GMT, les indices s'enfonçaient finalement nettement dans le rouge: le Dow Jones cédait 0,84%, l'indice Nasdaq perdait 1,45% et l'indice élargi S&P 500 glissait de 1,13%.
Selon ce rapport publié vendredi, les Etats-Unis ont créé le mois dernier 151.000 emplois, soit davantage qu'en janvier (125.000, chiffre révisé en baisse), mais moins que ce qu'attendaient les analystes (autour de 170.000), selon MarketWatch.
Or, ces données étaient particulièrement attendues, alors que les investisseurs guettent depuis plusieurs semaines les signes d'un ralentissement de l'économie américaine, après une série de données décevantes.
L'emploi est devenu, ces derniers mois, l'un des indices les plus surveillés par les marchés pour jauger la santé et la dynamique de l'économie américaine.
Or, "ce rapport est cohérent avec (...) un ralentissement de la croissance économique aux États-Unis", même s'il "n'indique pas de récession à ce stade", a souligné Florian Ielpo, responsable de la recherche macroéconomique pour Lombard Odier IM.

ROYAUME-UNI

Le gouvernement veut reformer son système de protection social

La ministre des Finances du Royaume-Uni estime que le système de protection sociale pénalise le pays "en maintenant trop de personnes piégées dans des allocations chômage".

La ministre britannique des Finances Rachel Reeves a jugé vendredi nécessaire de "réformer" le système de protection sociale du pays, qui "coûte trop cher", au moment où le Royaume-Uni entend accroître ses dépenses militaires dans un contexte économique déjà difficile.
"Nous devons réformer notre système de protection sociale, car en l'état, il pénalise les contribuables en coûtant trop cher", a déclaré la chancelière de l'Echiquier - son titre officiel - au podcast britannique "Electoral dysfunction".
Ce système "pénalise notre économie en maintenant trop de personnes piégées dans des allocations chômage, et il pénalise les bénéficiaires eux-mêmes, qui restent enfermés dans le système d'aides plutôt que d'être activement accompagnés vers l'emploi", a-t-elle ajouté.
"Nous nous privons de la contribution de ces personnes", a-t-elle souligné.
La presse britannique se fait l'écho depuis plusieurs jours de l'intention de la ministre de couper drastiquement dans les dépenses publiques pour équilibrer les comptes, alors que l'activité économique ne décolle pas.
Le plan du gouvernement sur les énergies "vertes" pourrait aussi en faire les frais, affirme le Financial Times vendredi, évoquant de possibles coupes dans le budget (fixé à 8,3 milliards de livres sur cinq ans) de l'entreprise publique Great British Energy, créée pour investir dans les éoliennes flottantes, l'énergie marémotrice ou le nucléaire.
Le ministère de l'Energie a assuré vendredi à l'AFP être "pleinement engagé envers GB Energy, qui est au coeur de notre mission de faire (du pays) une superpuissance de l'énergie propre", refusant de commenter d'avantage ce qu'il considère être des spéculations.

Taux d'emprunt au plus haut

Rachel Reeves, qui a promis une discipline de fer sur les finances, a vu ces derniers mois sa marge de manoeuvre budgétaire se réduire. Les taux d'emprunt de la dette britannique ont atteint en janvier leur sommet depuis 25 ans - avant de redescendre un peu.
La chancelière souligne que "le monde a changé" depuis la présentation en octobre du premier budget du nouveau gouvernement travailliste, arrivé au pouvoir en juillet, qui comprend une forte hausse des cotisations patronales, très décriée par les entreprises, et des emprunts exceptionnels, uniquement pour investir.
Aux difficultés économiques du Royaume-Uni s'ajoute l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, dont les décisions sur les droits de douane pourraient encore entraver l'activité. Londres a aussi annoncé la semaine dernière l'augmentation de ses dépenses de défense, dans le contexte de la guerre en Ukraine et du désengagement annoncé des Etats-Unis.

MALGRÉ LA PERTE D'UNE MINE DE CHARBON À COKE

L'Ukraine augmente sa production d'acier

L'Ukraine maintient la croissance de sa production d'acier au cours des deux premiers mois de 2025 malgré la perte de la principale mine de charbon à coke du secteur à Pokrovsk, dans l'est du pays, selon les données du syndicat des producteurs d'acier ukrainiens publiées samedi.
Le sidérurgiste ukrainien Metinvest a décroché les opérations de l'unique mine de charbon à coke de l'Ukraine, invoquant la détérioration de la situation sécuritaire face à l'avancée des forces russes.
La production d'acier brut a augmenté de 9,9 % en janvier-février 2025 pour atteindre 1,18 million de tonnes métriques, selon les données.
La production d'acier a souffert depuis l'invasion russe du 24 février 2022, qui a entraîné la destruction des principales usines sidérurgiques.
L'Ukraine, autrefois grand producteur et exportateur d'acier, a signalé une baisse de 70,7 % de sa production en 2022, à 6,3 millions de tonnes. Elle est retombée à 6 millions de tonnes en 2023, mais est remontée à 7,58 millions de tonnes en 2024.
Le syndicat des sidérurgistes a déclaré en octobre que la fermeture potentielle de la mine de Pokrovsk pourrait faire chuter la production d'acier à 2-3 millions de tonnes métriques en 2025.
Les producteurs ont déclaré qu'ils espéraient trouver du charbon à coke, un ingrédient de la production d'acier, ailleurs en Ukraine si la mine était saisie par les troupes russes, mais des importations seraient nécessaires, ce qui augmenterait les coûts.

ECONOMIE AMÉRICAINE

Le président de la FED évoque un haut niveau d'incertitudes et attend plus de clarté

Pour Jerome Powell, il s'agit d'une façon de dire aux marchés financiers que la Fed laissera probablement ses taux inchangés le 19 mars, à l'issue de sa prochaine réunion de politique monétaire.
Le président de la banque centrale américaine (Fed) a estimé vendredi que l'économie des Etats-Unis était confrontée à un "haut niveau d'incertitudes" et que l'institution monétaire pouvait "attendre plus de clarté" sur les réformes engagées par le nouveau gouvernement avant de bouger ses taux.
Lors d'un discours à New York, puis pendant la session de questions-réponses qui a suivi, Jerome Powell a répété à plusieurs reprises le mot "incertitudes", évoquant notamment "un haut niveau d'incertitudes".
"Le nouveau gouvernement est en train de mettre en place des réformes politiques significatives dans quatre domaines : le commerce, l'immigration, la politique fiscale et la régulation", a relevé le président de la Fed.
Concernant les droits de douane, "il y a encore une grande incertitude sur les produits qui vont être taxés, pour combien de temps et dans quelle ampleur", a-t-il souligné.
La politique du président américain Donald Trump en matière de droits de douane, faite d'annonces tonitruantes, de reports sur certains produits ou certaines provenances uniquement, rend nerveux les marchés financiers comme les entreprises, alors que des hausses de prix se profilent pour les consommateurs.
Concernant la politique monétaire, et donc la fixation par la Fed des taux d'intérêt qui guident le coût du crédit, "nous n'avons pas besoin de nous presser, et sommes bien placés pour attendre plus de clarté" sur les changements politiques en cours, a déclaré Jerome Powell.

Le retour à la cible d'inflation de 2% "semé d'embûches"

Il s'agit d'une façon pour lui de dire aux marchés financiers que la Fed laissera probablement ses taux inchangés le 19 mars, à l'issue de sa prochaine réunion de politique monétaire.
Il a aussi relevé que le retour à la cible d'inflation de 2% fixée par la Fed avait été "semé d'embûches". "Nous nous attendons à ce que cela continue", a-t-il ajouté. Selon l'indice privilégié par la Fed pour surveiller les prix, le PCE, l'inflation atteignait 2,5% en janvier aux Etats-Unis.

FMI

Le président argentin veut un accord pour «exterminer» l'inflation

Le président argentin Javier Milei estime qu'un nouvel accord avec le Fonds monétaire international (FMI) permettra d'assainir les comptes de la Banque centrale argentine et d'"exterminer" l'inflation. M. Milei a expliqué que l'argent que l'Argentine pourrait obtenir du Fonds serait utilisé pour annuler la dette du Trésor national envers la Banque centrale de la République argentine (BCRA) afin de restaurer ses actifs et "d'exterminer l'inflation", dans un article publié samedi dans le quotidien La Nacin. Selon le président, plus les actifs de la BCRA sont entamés, plus le niveau des prix augmente, et il est donc essentiel de les restaurer pour que "l'inflation ne soit plus qu'un mauvais souvenir". L'article a été publié après que le ministre des Finances Luis Caputo a précisé vendredi que le nouveau programme du FMI a été défini "avec les responsables" de l'organisation, et qu'il doit maintenant être soumis à son conseil d'administration pour approbation finale. Jeudi, le FMI avait déclaré que les négociations avec l'Argentine "se poursuivent de manière constructive" mais "qu'elles font toujours l'objet de discussions dans le cadre du dialogue en cours", selon sa porte-parole Julie Kozack. Le gouvernement argentin espère conclure le nouvel accord au cours des quatre premiers mois de l'année et, bien qu'aucun chiffre officiel n'ait été publié, les médias locaux estiment qu'il s'agira d'un montant d'environ 10 milliards de dollars. L'Argentine connaît l'un des taux d'inflation les plus élevés au monde, encore 84,5% en janvier en glissement annuel. Mais depuis l'arrivée au pouvoir du président ultra-libéral, le pays a connu une forte baisse de la hausse des prix à la consommation, qui est passée de 211,4% en 2023 à 117,8% en 2024.

Le FMI salue le redressement au Sri Lanka

Le président Anura Kumara Dissanayake a augmenté les salaires du secteur public et les exemptions d'impôt, mais a aussi réduit certaines prestations sociales.
La directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, a promis de soutenir la reprise économique au Sri Lanka, faisant l'éloge de sa "remarquable évolution", lors d'une réunion virtuelle avec le président Anura Kumara Dissanayake.
"L'économie s'est stabilisée et affiche désormais de bons résultats", a déclaré Kristalina Georgieva lors de sa réunion avec Dissanayake, selon une vidéo partagé par la présidence sri-lankaise. "Nous voyons un revirement remarquable par rapport à l'époque où elle était sur le point de s'effondrer", a-t-elle ajouté.
Le redressement économique en cours au Sri Lanka requiert un "dernier effort" budgétaire en matière de réduction des dépenses publiques, malgré la grogne de certains fonctionnaires, avait estimé le 3 mars le représentant du FMI dans l'île, Peter Breuer.

Une économie qui était sur le point de s'effondrer

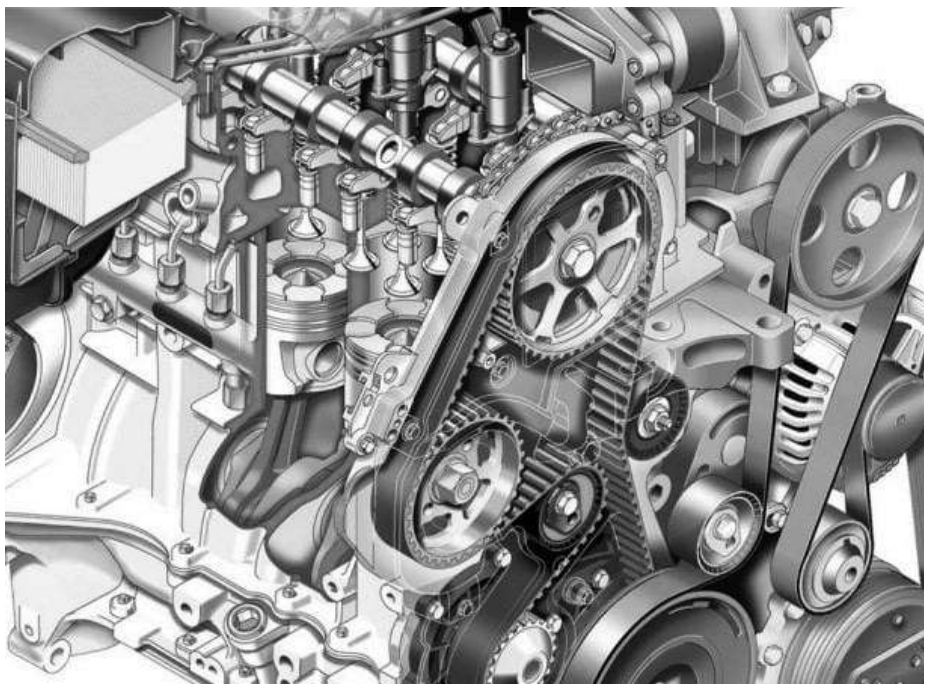
Elu sur la promesse de rompre avec la politique d'austérité de son prédécesseur, Anura Kumara Dissanayake, a augmenté les salaires du secteur public et les exemptions d'impôt, mais a aussi réduit certaines prestations sociales.
"Prendre des mesures au niveau national pour renforcer l'économie en cette période de plus grande incertitude mondiale est encore plus important que si nous étions dans une situation économique mondiale banale", a déclaré Kristalina Georgieva.
Elle a ajouté que le FMI serait "heureux d'apporter pleinement son soutien" au pays.
Dissanayake a pour sa part déclaré souhaiter réduire la dette et stimuler les investissements privés, via "une législation appropriée", y compris une loi sur "la protection des investisseurs".

PURETECH, TCE, ECOBOOST

La courroie de distribution est-elle en voie de disparition ?

Après Renault ou Ford, Stellantis est en train d'abandonner la courroie de distribution sur son moteur essence le plus vendu. Autrefois populaire, cette alternative à la chaîne se fait de plus en plus rare dans l'automobile.

Avoir à remplacer la courroie de distribution ? C'est souvent l'une des opérations d'entretien les plus onéreuses qui soient. L'une des plus cruciales aussi puisque vous risquez la casse moteur si vous souhaitez faire l'impasse. Mais de plus en plus d'automobilistes peuvent échapper à cette lourde intervention parfois effrayante, sans avoir besoin de passer à l'électrique pour autant. Cette solution technique ne semble en effet plus trop en vogue ces derniers temps, comme l'illustre l'exemple du 1.2 Puretech, désormais souvent appelé autrement. Sur sa troisième génération, lancée en 2023, ce trois-cylindres essence est en effet passé à la chaîne, entre autres modifications. Il est encore trop tôt pour savoir s'il saura enfin se montrer fiable à long terme. Mais une chose est sûre : contrairement à son prédécesseur, il ne pourra plus rencontrer de soucis d'usure prématurée de la courroie de distribution. Cette dernière présentait en outre la particularité d'être immergée dans l'huile.



La chaîne gagne du terrain

Hormis le groupe PSA, devenu depuis Stellantis, rares sont les constructeurs à avoir effectué ce choix, qui est loin d'avoir tenu ses promesses sur la durée. Ford avait ainsi retenu la même idée que son ancien partenaire français sur le 1.0 Ecoboost. Sauf que la marque à l'ovale y a renoncé assez vite… tout en conservant une courroie immergée pour la pompe à huile, qui a pu poser problème sur certains véhicules. De son côté, Renault a généralisé la chaîne depuis de nombreuses années déjà, du moins sur ses moteurs essence. C'est également le choix de BMW ou Mercedes, y compris en diesel, ou encore de Porsche ainsi que de la quasi-totalité des constructeurs japonais ou coréens. Quant aux Ferrari, elles ont aussi renoncé à la courroie de distribution, dont le changement pouvait imposer de sortir le moteur et coûter une fortune dans le passé. Ce morceau de caoutchouc, souvent accompagné d'autres matériaux comme du kevlar ou de la fibre de verre, n'a donc plus autant la cote qu'auparavant. Son coût plus faible pour les constructeurs, son silence et sa capacité à réduire les consommations ne semblent plus suffisants pour faire oublier ses inconvénients, à commencer par son entretien plus contraignant.

La courroie de distribution conserve des adeptes

Il existe cependant toujours une "poche de résistance" en Allemagne. Après être passé à la chaîne pendant quelques années sur certains de ses moteurs les plus diffusés, comme les 1.2 et 1.4 TSI, le groupe Volkswagen est revenu à la courroie. Au passage, même si cela peut sembler paradoxal, la fiabilité a progressé ! Dans ce domaine, la chaîne n'est en effet pas toujours une garantie de tranquillité. Certaines mécaniques, comme les 1.6 THP de l'ancien groupe PSA ou les N47/N57 de BMW, ont pu rencontrer des problèmes très onéreux à ce niveau. Aujourd'hui, c'est d'ailleurs une chaîne qui empoisonne la vie de certains propriétaires de véhicules Stellantis équipés du diesel 1.5 BlueHDi… même si elle sert ici seulement à entraîner les arbres à cames. La distribution à proprement parler reste assurée par une courroie sur ce quatre-cylindres comme sur son concurrent Renault-Dacia, le 1.5 Blue dCi.

Une victime collatérale de la chute du diesel

Chez Ford, le 2.0 EcoBlue conserve même une courroie de distribution à bain d'huile, comme le 1.2 PureTech. Mais cette solution très controversée n'a semblé réellement poser problème que sur l'ancienne génération du lourd Transit, voire sur ses dérivés camping-car. Une réduction de l'intervalle de remplacement a d'ailleurs été décidée en cours de route. En revanche, ce quatre-cylindres n'a pas trop fait parler de lui dans le reste de la gamme… ce qui ne l'a pas empêché d'être quasiment abandonné. La faute à la désaffection actuelle pour le diesel, qui contribue aussi à la raréfaction des courroies de distribution.
Cette solution technique se retrouve en effet aujourd'hui surtout sur des motorisations alimentées au gazole, qui tendent de plus en plus à disparaître. Mais Stellantis semble bien parti pour prolonger son 1.5 BlueHDi, et il y a peu de chances qu'il soit converti à la chaîne. La courroie de distribution n'a donc pas encore dit son dernier mot, d'autant que le groupe Volkswagen compte aussi faire durer ses blocs thermiques pendant encore de longues années… en limitant au maximum ses investissements.

Volkswagen ID. EVERY1 : la voiture du peuple électrique ?

Le concept Volkswagen ID. EVERY1 annonce la future petite VW ID.1. Une citadine électrique « pour tous » qui proposera un prix de base de 20.000 €. Mais que savons-nous déjà ?
Volkswagen poursuit le développement de sa future citadine électrique abordable. Ce petit modèle qui viendra concurrencer la future Twingo électrique notamment a pour ambition de s'adresser à un large public, qu'il s'agisse de clients particuliers ou professionnels. Mais que savons-nous de ce concept ID. EVERY1 (prononcez every one) ?
Point de surprise pour cette ID.1 qui reprend un style déjà évoqué par le concept ID. 2all, mâtiné d'un peu de VW Up !. Rien de révolutionnaire, mais une certaine personnalité malgré tout avec des volumes marqués, un capot horizontal et un montant C qui évoque les Golf d'antan. La face avant reste sobre, mais n'est pas dénuée d'une certaine bonhommie avec sa petite « bouche » souriante et des optiques modernes et travaillées à la signature en « parenthèses » qui font écho aux feux verticaux intégrés au bouclier et à l'annotation (YOUR) VOLKSWAGEN à la base du montant de pare-brise.
Les flancs lisses se combinent au montant de pare-brise noir contrasté et au toit « flottant » pour apporter une touche de dynamisme tandis que la poupe répète le graphisme des phares avant et agrémente le bas de la lunette arrière d'un logo VW illuminé. Ici aussi, le pare-chocs reprend deux catadioptres rouges verticaux évoquant des parenthèses.
À l'intérieur, les stylistes ont opté pour des lignes simples, assez géométriques pour un rendu épuré mais qui met en avant la technologie embarquée. On retrouve un tableau de bord qui évoque celui d'une Citroën ë-C3, noyé dans un bandeau noir sur toute la largeur de la planche de bord, au centre de laquelle trône le sempiternel écran d'infodivertissement. Ce dernier surplombe un petit module reprenant des touches physiques pour les commandes de base de la climatisation… et une petite boîte à gants centrale. Le compartiment de rangement en face du passager avant restant ouvert, juste « barré » de deux sangles coulissantes.
La console centrale adopte un volume incorporant l'accoudoir avec un petit bac de rangement intégré (et coulissant ?). Si les parties principales du mobilier de bord sont noires, ce concept présente une sellerie blanche agrémentée d'inserts jaunes rappelant la carrosserie. En termes d'espace, elle sera capable d'accueillir quatre adultes et d'offrir un coffre de 305 l.



Sur le plan technique, la future ID.1 partagera ses dessous avec la ID. 2all au sein de la nouvelle Electric Urban Car Family. Il s'agira donc d'une traction basée sur une nouvelle version de la plateforme MEB à roues avant motrices, la MEB que nous connaissons actuellement étant une propulsion (1 moteur) ou une transmission intégrale (2 moteurs). Volkswagen annonce une puissance de 70 kW/95 ch et une vitesse de pointe de 130 km/h pour une autonomie « d'au moins 250 km ». Longue de 3880 mm, elle se situe entre l'ancienne Up ! (3600 mm) et la nouvelle ID. 2all (4050 mm) et donc toujours sous l'actuelle Polo (4074 mm).
Surtout, cette nouvelle petite VW électrique inaugurera une architecture logicielle inédite et très puissante afin d'autoriser des mises à jours et l'implémentation de nouvelles fonctions tout au long du cycle de vie du modèle.
Volkswagen devrait présenter sa nouvelle Economy Urban Car Family à l'automne 2025 et la commercialisation de l'ID.1devrait suivre. Les tarifs débuteront à 20.000 €. Notons que le constructeur allemand annonce le lancement de neuf nouveaux modèles d'ici 2027.

Les femmes de l'IT freinées dans leur évolution de carrière

A l'occasion de de la journée internationale des droits des femmes, Acronis publie les résultats d'une étude mondiale qui montre que les inégalités de genre dans le secteur IT n'ont pas disparu. Une majorité de femmes estime que les hommes travaillant dans l'informatique sont susceptibles de progresser dans leur carrière ou d'obtenir des promotions plus rapidement qu'elles.

Selon un rapport mondial réalisé par le spécialiste de la cybersécurité Acronis, la progression des femmes dans les carrières informatiques s'avère à la fois difficile et lente. En grande partie parce qu'elles s'estiment victimes de discrimination ou de préjugés sexistes. Selon les résultats, 71 % des informaticiennes ont déclaré qu'elles travaillaient plus longtemps dans le but de faire progresser leur carrière plus rapidement. Près des deux tiers des personnes interrogées jugent que leur environnement de travail ne fait pas assez d'efforts pour parvenir à l'égalité des sexes. Et la situation ne va pas s'améliorer tout de suite.
En effet, un quart des répondantes pensent que l'égalité sera instaurée dans les cinq prochaines années. De leur côté, près de 28 % jugent qu'il faudra encore attendre entre 5 et 10 ans.
En ce qui concerne les opportunités de développement de carrière pour les femmes dans le secteur IT, seules 34 % des répondantes sont d'accord pour dire que les programmes de formation et de développement sont adéquats pour les femmes.



Des demandes centrées sur l'accompagnement

Les professionnelles de l'IT estiment que les activités les plus importantes auxquelles elles devraient participer sont les formations, les ateliers et les masters class (63 %), Sont également cités, les événements de mise en réseau (58 %) et l'adhésion à des organisations professionnelles (44 %). Les opportunités de mentorat (51 %), l'embauche active de candidats plus diversifiés (49 %) et l'équité salariale (49 %) figurent parmi les principales initiatives que les sondées ont déclaré prioritaires pour équilibrer l'égalité au travail. Fidèle au thème du leadership, 51 % des répondantes, soit le pourcentage le plus élevé ayant répondu à l'un des choix proposés, ont cité les opportunités de mentorat comme quelque chose que les employeurs peuvent faire pour progresser vers l'équilibre entre les sexes.

Aller au delà de l'obligation morale

L'étude pointe dans le même temps, le manque des femmes à des postes de direction dans l'informatique. Près de deux répondantes sur trois indiquent qu'il n'y a pas suffisamment de cadres dirigeantes dans l'IT, tandis que plus de la moitié qualifient cette situation de « dérangeante ». « Pour faire progresser l'égalité des sexes dans le secteur des technologies, nous devons reconnaître que la promotion des femmes à occuper des postes dans l'informatique n'est pas seulement une obligation morale, mais également un avantage stratégique », a souligné Alona Geckler, vice-présidente senior des opérations commerciales et DRH chez Acronis, dans un communiqué.
Parmi les signes suggérant que l'intégration de la diversité des genres dans les pratiques de recrutement IT constitue une stratégie clé pour les entreprises, le rapport cite le World benchmarking alliance. Selon cet indicateur, en 2023, les 100 premières entreprises mondiales ont nettement surpassé les entreprises moins bien classées en instaurant des politiques visant à encourager l'égalité des sexes

Google Maps : Android 16 va bouleverser votre façon de vous faire guider

La prochaine version d'Android introduira une fonctionnalité baptisée Live Updates qui transformera l'affichage des notifications de navigation. Google Maps sera la première application à adopter cette nouveauté, promettant de rendre la navigation plus intuitive et accessible. L'application de cartographie de Google s'adapte déjà à Android 16, toujours en phase de bêta, pour offrir une expérience de navigation optimisée. Cette mise à jour, attendue dans les prochains mois, améliorera les interactions avec les indications routières en exploitant la nouvelle fonctionnalité Live Updates du système d'exploitation.

Google Maps : Android 16 va optimiser les informations de navigation

Vous le savez, Android 16 introduit une fonctionnalité inédite : les Live Updates. Ces notifications dynamiques, directement inspirées des Live Activities d'iOS, affichent des informations en continu sur la progression d'une tâche, directement depuis l'écran de l'utilisateur. Présentes dans la barre d'état, le panneau de notifications et l'écran de verrouillage, elles permettent un suivi instantané sans nécessiter d'interaction supplémentaire.
L'application Google Maps est officiellement la première à adopter cette nouveauté. Depuis la version Android 16 Beta 2.1, les utilisateurs peuvent voir leur heure d'arrivée estimée ainsi que le temps restant jusqu'à la prochaine intersection sous forme de pastilles dans la barre d'état de leur smartphone. Une simple pression sur cette pastille fait apparaître la notification complète, sans nécessiter de déployer l'intégralité du panneau de notifications. Pratique.

Une fonctionnalité encore en cours de développement

Pour l'heure, la version Android 16 Beta 2.1, publiée récemment, intègre partiellement cette nouvelle fonctionnalité. Si les pastilles d'information apparaissent déjà dans la barre d'état et de manière visible depuis le panneau de notifications (au-dessus même des conversations prioritaires), certains aspects restent à finaliser. Actuellement, les notifications de navigation apparaissent sous forme de tuiles interactives, mais leur affichage est encore limité à l'Always-On Display.
Un autre point à noter est la gestion de l'espace dans la barre d'état. Si plusieurs applications utilisent simultanément les Live Updates, le texte des notifications peut être tronqué, rendant alors certaines informations incomplètes. Si le déploiement de la version stable d'Android 16 aura lieu plus tôt qu'à l'accoutumée, soit dès le mois de juin 2025, il reste encore quelques semaines à Google pour peaufiner les derniers réglages.

Le rêve lunaire de Nokia s'écrase avec l'atterrisseur d'Intuitive Machine

Ce qui devait marquer l'histoire comme le premier réseau cellulaire déployé sur notre satellite naturel s'est soldé par un échec après seulement 25 minutes de fonctionnement. L'atterrisseur Athena d'Intuitive Machines, porteur des espoirs de télécommunications lunaires avancées, a connu un sort similaire à son prédécesseur.
Le 6 mars 2025 devait inaugurer une nouvelle ère dans les communications spatiales. Depuis les missions Apollo, les transmissions lunaires reposaient uniquement sur des signaux radio point à point, nécessitant une visibilité directe entre émetteurs et récepteurs. Le projet de Nokia, développé dans le cadre d'un contrat de 14,1 millions de dollars avec la NASA, visait à remplacer ce système par une véritable infrastructure 4G/LTE.

Un alunissage catastrophique aux conséquences prévisibles

L'atterrisseur Athena a malheureusement subi le même sort que lors de la mission IM-1 : un posé de côté à 250 mètres de sa zone d'atterrissage prévue au pôle sud lunaire. Cette position défavorable a immédiatement compromis l'ensemble des objectifs de la mission. Malgré ces circonstances, Nokia affirme avoir réussi à activer partiellement son système Network in a Box (NIB), élément central du réseau cellulaire lunaire. Ce boîtier compact, conçu pour résister aux conditions extrêmes de l'espace, intégrait l'ensemble des composants nécessaires au fonctionnement d'un réseau 4G.
Le NIB n'a cependant fonctionné que durant environ 25 minutes



avant de perdre toute alimentation. Ce court laps de temps a néanmoins permis au système de recevoir des commandes et de transmettre des données à la station terrestre d'Intuitive Machines.

Des véhicules d'exploration cloués au sol

La mission prévoyait le déploiement de plusieurs véhicules depuis l'atterrisseur, notamment le Micro Nova Hopper surnommé Grace. Ce petit robot devait « sauter » dans les cratères perpétuellement ombragés pour y rechercher d'éventuels dépôts de glace d'eau. Ces rovers auraient dû communiquer via le réseau 4G de Nokia, permettant une transmission rapide de données dans un rayon de 2 kilomètres.
L'inclinaison d'Athena a malheureusement empêché leur libération, laissant le réseau cellulaire sans utilisateurs. La brève activation du système de Nokia constitue malgré tout une première étape. Les données recueillies durant ces 25 minutes fourniront des informations précieuses pour améliorer les futures versions du système.
Nokia devra également résoudre des questions réglementaires concernant les fréquences utilisées. Les bandes des réseaux 4G/LTE terrestres se chevauchent partiellement avec celles réservées à l'astronomie radio, nécessitant une dérogation temporaire pour cette mission. L'entreprise finlandaise envisage déjà d'utiliser des fréquences alternatives pour ses futurs déploiements lunaires, garantissant ainsi la compatibilité avec les observations scientifiques tout en maintenant les performances de son réseau.

Mots fléchés

Boisson sans houblon / Contrée champenoise
Prénom d'origine germanique / Souverains
Cadeau dans la corbeille de mariage / Insecte
Insonorisations / Deux romain
Subdivision d'un tiroir
Cocher d'une voiture de poste
Licencieux / Voies aménagées
Sur ces entrefaites / Dénudés
Alternances / Aéronef
Ruisselle / Avariés
Ni dieu, ni maître
Uvules / Bac à fleurs
Pierre d'achoppement / Soldat américain
Cobras
Planche de chêne / Fin d'infinitif
Poirées
Haute Assemblée
Affluent du Rhin
Immobiles
Possessif / Pronom personnel
Épuisé / Bianca la cantatrice
Associé / Précis
De soulier c'est un lacet / Constant
Demeurent / Ronflette
Ils portent le gréement et la voilure
Saint espagnol / Poison violent
Prénom de La Fressange / Atome
Catégorique / Bonne note
Petit enseignant
Note de musique / Cavité sous les bras
Portion journalière pour les animaux / Maison en bois de sapin
Assortit les couleurs
Cabrioles
Petit cigare / Fine fleur
Id est / Plus clair
Recouverte de terre
Esprit de taille infime
Trou normand
Petit récipient à anse / Fleuve italien
Prénom d'origine gaélique
Usées jusqu'à la corde / Sélénium
Fringants
Eloigné
Affluent de la Seine / Gouffres
Postes au football
Roues à gorge / Bizut
Actinium
Charmante / Poisson
Ceinture jaune
Baye / Il est au rhum
Caution / Fils d'Isaac
Monnaie bulgare
Vieux courroux
Ecossé / Erbium
Longue période / Note de musique
Camarades / Absurdes
Première personne du pluriel / Lettres pieuses
Thallium / Béryllium
Obtempéré
Enzyme
Cette commune a fusionné avec Rigny
Blessé

Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Lundi 10 mars 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

CHINE

Les prix à la consommation chutent pour la première fois en un an

Les prix à la consommation en Chine ont chuté en février, pour la première fois depuis janvier 2024, selon des données officielles publiées dimanche. L'indice des prix à la consommation, un indicateur clé de l'inflation, a atteint -0,7% sur un an en février, selon le Bureau national des statistiques (BNS). Il s'agit de la première chute des prix à la consommation depuis janvier 2024, lorsque ceux-ci avaient reculé de 0,8% sur un an. Ce chiffre, baromètre clé de la vitalité de la consommation des ménages et de l'activité économique, témoigne d'un recul plus important que celui anticipé par les économistes sondés par l'agence Bloomberg (-0,4%). En janvier, l'indice était resté positif et avait même atteint un niveau inédit en plusieurs mois, à 0,5%, sous l'effet des dépenses du Nouvel An lunaire.

GENDARMERIE NATIONALE

Arrestation de 45 personnes et saisie de quantités de drogue et de psychotropes à Alger

Quarante-cinq (45) personnes ont été arrêtées et des quantités de drogue et de psychotropes ont été saisis par les unités de la Gendarmerie nationale à Alger, lors de six opérations distinctes, indique dimanche un communiqué de cette institution. "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, notamment les bandes de quartier et les réseaux de trafic de drogue, les unités du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Alger, renforcé par les éléments du détachement spécial d'intervention de Mahelma, ont arrêté, lors de six opérations distinctes, 45 personnes et saisi 9008 comprimés de psychotropes, 302 grammes de cocaïne et 452 grammes de kif traité, ainsi que différentes armes blanches et des chiens agressifs.

SAHARA OCCIDENTAL OCCUPÉ

10 millions de mines encore disséminées dans le sable du désert

Quelque dix millions de mines, antipersonnel ou antichar, sont encore disséminées dans le sable du désert sahraoui, tout le long du fameux mur de la honte ("mur des sables"), construit par le Maroc dans les années 1980 pour "diviser le peuple sahraoui et empêcher tout retour de celui-ci sur sa terre, le Sahara occidental", a affirmé le quotidien français l'Humanité, parti à la rencontre d'une jeune Sahraouie qui s'est portée volontaire pour des missions de déminage. "Ce dont parle Zuenuha avec un calme olympien a pourtant de quoi effrayer. Ce sont des mines. Antipersonnel ou antichar, dix millions de mines disséminées dans le sable du désert saharien, tout le long du fameux +mur des sables+, qui s'étend sur 2 700 km, construit par le Maroc dans les années 1980 pour diviser le peuple sahraoui et empêcher tout retour de celui-ci sur sa terre, le Sahara occidental", a-t-il écrit dans un article-portrait de la jeune Zuenuha Cheikh Ali. Selon l'Humanité qui cite le directeur du Bureau sahraoui de coordination et d'action contre les mines, Taleb Haider, "il y en a 72 (types de mine), venues de 14 pays différents. La troisième quantité au monde, après le Laos et l'Afghanistan". Le quotidien français a rappelé, dans ce contexte, que ce bureau est chargé de la formation des volontaires, en lien avec l'ONU et des ONG, et de l'envoi d'équipes pour des missions, "très dangereuses" depuis la reprise, en 2020, du conflit armé entre le Front Polisario et le Maroc, lequel dispose désormais de drones meurtriers. "Au moins 127 civils sahraouis, qui habitent dans les territoires libérés (...) ont été tués depuis cette date par les engins volants" fournis notamment par l'entité sioniste, a précisé ce journal. C'est la raison pour laquelle, pour l'heure, "Zuenuha n'est pas retournée en mission de déminage", a-t-il poursuivi. Le journal a affirmé, à ce titre, que celles-ci se font plus rares. "Plusieurs ONG, face au danger, ont stoppé les actions, pour protéger la sécurité du personnel", a-t-il expliqué. "Aujourd'hui, avec la guerre, c'est très dangereux. Mais, dès qu'il y aura une campagne, je serai prête. En 2018, quand je suis partie, j'avais un bébé de quelques mois. Quand je partais, je ne savais pas si j'allais revenir", a affirmé Zuenuha Cheikh Ali. Comme des centaines de ses compatriotes, la jeune femme, qui vit dans les Camps de réfugiés sahraouis, s'est portée volontaire pour des missions de déminage. Par "devoir national", mais aussi en raison de son histoire familiale. En effet, pour Zuenuha, cet engagement va de soi. "C'est d'abord par devoir national que je l'ai fait, pour participer à nettoyer notre terre", a-t-elle déclaré. Mais surtout en raison de son histoire familiale. Comme près de 6 000 Sahraouis, son père a été victime de ces mines. "C'est pour cela que j'ai choisi cette tâche. Il a été blessé en 1985, lors de la première guerre, et amputé", a-t-elle confié. (APS)

BLIDA

Ouverture de 53 restaurants de l'Iftar au profit des nécessiteux

Quelque 53 restaurants de l'Iftar (rupture du jeûne) ont été ouverts, à travers les 25 communes de Blida, au profit des gens de passage et des nécessiteux, a-t-on appris de la direction de wilaya de l'action sociale et de la solidarité (DASS). Selon le directeur du secteur, Mohamed Bahalil, la wilaya a enregistré, depuis le premier jour du Ramadhan à jeudi dernier, l'ouverture de 53 restaurants de l'Iftar, dont les promoteurs ont bénéficié d'autorisation dans le cadre des initiatives de solidarité spécial-Ramadhan. Il a souligné la poursuite en cours de cette opération de solidarité, au titre de laquelle d'autres demandes d'ouverture de restaurants de l'Iftar émanant de particuliers, ou d'associations ou d'organismes publics, sont actuellement à l'étude.
"Nous nous attendons à une hausse de ce nombre de restaurants dans les prochains jours, d'autant plus que ce type d'activité caritative est très prisée par les bienfaiteurs et les donateurs, habitués à



organiser des tables d'Iftar", a ajouté le même responsable, notant que le Ramadhan 2024 a vu l'ouverture de 68 restaurants. Par ailleurs, M. Bahalil a fait part de la distribution de 2.750 colis alimentaires à des familles nécessiteuses, soulignant la poursuite de cette opération, grâce notamment aux industriels et bienfaiteurs qui contribuent à diverses opérations de solidarité à travers la wilaya, dont les traditionnelles fêtes de circoncision collective des enfants.

UN DOCUMENTAIRE SERA DIFFUSÉ SUR RADIO TÉLÉVISION SUISSE

« La France a utilisé massivement des armes chimiques en Algérie»

La France a utilisé des armes chimiques, interdites par le Protocole de Genève de 1925, dans sa guerre contre l'Algérie de 1954 à 1959, révèle le film Algérie, sections armes spéciales (qui sera diffusé sur la Radio Télévision suisse ce 9 mars). La France avait pourtant été la première des 135 nations à signer l'accord contre ces armes, abondamment utilisées pendant la Première Guerre mondiale. Le film Algérie révèle ce honteux secret. Les souvenirs et les archives personnelles de soldats français et de combattants ou de civils algériens sont convoqués par Claire Billet, la réalisatrice du film, à l'appui d'une démonstration qui s'appuie sur les travaux de l'historien Christophe Lafaye, engagé dans un mémoire d'habilitation de recherche consacré à ce sujet. Malgré de nombreux obstacles administratifs, Christophe Lafaye, spécialiste d'histoire militaire, a exhumé plusieurs documents qui décrivent comment la décision politique a été prise, en mars 1956, comme en atteste un courrier du commandant supérieur interarmées de la 10e région militaire (qui couvre l'Algérie) au secrétaire d'Etat aux Forces armées (terre), Maurice Bourgès-Maunoury, intitulé : « Utilisation de moyens chimiques ».
<Néant>« Le colonel des armes spéciales m'a rendu visite. Il m'a annoncé qu'il avait obtenu votre accord de principe relatif à l'utilisation des moyens chimiques en Algérie». En septembre 1956, le compte-rendu d'une réunion tenue à l'état-major des Armées produit « une étude de politique générale d'emploi des armes chimiques en Algérie». Le but était d'infecter les grottes où se réfugient les "insurgés "– que les documents de l'époque qualifient de « hors la loi » –, faire prisonniers ou tuer leurs occupants, et les rendre impraticables. Dès lors, l'armée effectue des tests pour déterminer « le produit à utiliser dans chaque cas particulier », les modes d'emploi et les personnels qui devront se consacrer à ces missions : une batterie armes spéciales (BAS) est créée en décembre 1956. Une centaine de sections seront réparties sur tout le territoire algérien par le général Salan. Le plan Challe révisera cette organisation en 1959. Les produits sont prélevés dans les stocks de la Grande Guerre. Il s'agit de CN2D, conditionné dans des grenades et dans des pots : un dérivé arsénié (Adamsite ou DM) combiné à de la chloroacétophénone (CN) très toxique. Le film rencontre aussi des survivants algériens de la grotte de Ghar Ouchettouh, dans les Aurès, gazée le 22 mars 1959 avec près de 150 villageois à l'intérieur . Selon Christophe Lafaye, 8 000 à 10 000 gazages ont été conduits pendant toute la guerre. L'historien en a documenté 440, qu'il a fixés sur une carte. L'inventaire complet reste à faire. Il a fallu attendre 1993 pour que la France vote l'interdiction définitive des armes chimiques et de leur fabrication. Le film "Algérie, sections armes spéciales", de Claire Billet, produit par Luc Martin-Gousset, pour SOLENT Pproduction, 52 mn, sera diffusé par la Radio Télévision suisse le 9 mars et sur France 5 le 16 mars.